Jean-Philippe WARREN et Julien MASSICOTTE

Mr Warrin is Full Time Faculty Associate Professor
Concordia University Research Chair

(2006)

“La fermeture du département de
sociologie de l’Université de Moncton:
*histoire d’une crise politico-
épistémologique*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Philippe Warren et Julien Massicotte

“La fermeture du département de sociologie de l’Université de Moncton: histoire d’une crise politico-épistémologique.”

Un article publié dans **The Canadian Historical Review**, vol. 87, no 3, September 2006, pp. 463-496. Toronto : The University of Toronto Press. Projet MUSE, Scholarly journals online

M. Warren nous a accordé le 13 décembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : jphwarren@aol.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 14 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean-Philippe Warren
et Julien Massicotte (2006)

“La fermeture du département de sociologie de l’Université
de Moncton: histoire d’une crise politico-épistémologique”.

Un article publié dans **The Canadian Historical Review**, vol. 87, no 3, September 2006, pp. 463-496. Toronto : The University of Toronto Press. Project MUSE, Scholarly journals online

Table des matières

- 1) [Jean-Philippe Warren et Julien Massicotte](#) , **“La fermeture du département de sociologie de l’Université de Moncton: histoire d’une crise politico-épistémologique”**.

[Introduction](#)

[L’arrière-scène idéologique](#)

[Un vent de réforme souffle sur l’Acadie](#)

[La radicalisation du leadership étudiant et la sociologie en Acadie](#)

[Les événements de janvier 1969](#)

[La dissolution du département de sociologie](#)

[Conclusion](#)

- 2) [Alain Even](#), **“L’Université, l’universitaire et la Cité”**

Jean-Philippe Warren et Julien Massicotte

“La fermeture du département de sociologie de l’Université de Moncton:
histoire d’une crise politico-épistémologique”.¹

Un article publié dans la revue **Recherches sociographiques**, XLVI, no 3, septembre-décembre 2005, pp. 495-525. Québec: Les Presses de l’Université Laval.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

« L’université est le lieu par excellence où fleurit l’esprit critique et contestataire. Depuis toujours, c’est dans l’université que les mouvements de critique sociale se sont amorcés et c’est à partir de l’université qu’ils se sont répandus dans la société. Les gouvernements qui veulent régner en paix sur une société soumise commencent par s’assurer le contrôle des universités en y installant leurs créatures et en faisant le procès des professeurs ».

Guy Rocher, « Réponse », Présentations à la Société royale du Canada, Société royale du Canada, Section des Lettres et des Sciences humaines, année académique 1973-1974, no 29, p.109.

La citation de Guy Rocher placée en exergue de cet article peut servir de toile de fond à l’analyse historique de la crise ayant mené, en 1969, à la fermeture du Département de sociologie de l’Université de Moncton. En effet, la fin des années 1960 et le début des années 1970

¹ Nous voudrions remercier les quatre évaluateurs anonymes de la revue, ainsi que les membres du comité éditorial, pour leurs judicieux commentaires sur une version préliminaire de ce texte.

ont posé des problèmes particuliers aux administrations universitaires, quand un paradigme de recherche modernisateur fut confronté à un paradigme de recherche plus critique et que les critères de l’excellence basculèrent d’une consolidation du processus d’industrialisation de la société vers une contestation radicale, par les professeurs et les étudiants, de l’ordre établi ². Les administrations académiques tentèrent alors, par des pressions allant jusqu’au renvoi, de refouler hors de l’enceinte universitaire les professeurs trop militants ayant réussi à s’y dénicher un emploi ³. Certains cas, comme celui de Marlene Dixon, forcée de quitter l’Université McGill en 1974, ont eu droit à davantage de publicité. Ce genre de mesures, décidé sur une base individuelle, apparaît toutefois exceptionnel. Comment se fait-il alors que les événements entourant la fermeture du Département de sociologie de l’Université de Moncton retenu si peu l’attention des historiens ⁴ ? En 1969, ce ne fut pas un professeur isolé qui fut cavalièrement remercié pour ses services, ce fut un département tout entier qui dut fermer ses

² Sur les mouvements de protestations étudiants dans les années 1960, voir Tim Reid et Julyan Reid, dir., *Student Power and the Canadian Campus*, Toronto, Peter Martin, 1969 ; Mitchell Cohen et Dennis Hale, dir., *The New Student Left*, Boston, Beacon Press, 1967 ; et Cyril Levitt, *Children of Privilege : Student Revolt in the Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 1984. Aussi, pour la période précédente, voir, entre autres, Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ? : l’idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l’Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill-Queen’s University Press, 1999 ; Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène*, Montréal, Boréal, 2003 ; Catherine Gidney, « Poisoning the Student Mind ? The Student Christian Movement at the University of Toronto », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 8, 1997 ; Karine Hébert, « Between the Future and the Present : Montreal University Student Youth and the Postwar Years, 1945-1960 », dans Michael Gauvreau et Nancy Christie, dir., *Cultures of Citizenship in Post-War Canada. 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen’s University Press, 2003.

³ Michiel Horn, *Academic Freedom in Canada : A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.

⁴ Si peu, ou pas du tout, si l’on en croit l’ouvrage récent de Michiel Horn, *Academic Freedom in Canada*, qui ne consacre aucune ligne à la fermeture du dit département. Ce manque d’attention est d’autant plus remarquable qu’à notre connaissance, la fermeture du département de sociologie de l’Université de Moncton est le seul exemple de cette nature, concernant cette discipline, dans l’histoire universitaire canadienne.

portes à la suite de la décision du recteur ⁵. Il importe de connaître les raisons d’une telle décision inédite dans les annales de la sociologie canadienne.

Marlene Dixon déclarait dans un ouvrage qui retrace les événements ayant conduit à son départ de McGill : « The true essence of life and thought in our universities is hypocrisy [...] The simple truth is that people get fired for being nonconformists ⁶ [...] ». Nous croyons que cette déclaration, pour exagérée qu’elle soit lorsque généralisée à l’ensemble des universités canadiennes, comporte une part de vérité lorsque vient le temps de comprendre la crise de la sociologie acadienne en 1969. Lutte, il y eut bien. Et lutte entre deux interprétations possibles de la pratique sociologique, toujours écartelée entre sa vocation scientifique et sa visée réformatrice. Aussi, la thèse de cet article découle directement de la distinction formulée par Max Weber entre le savant et le politique ⁷, c’est-à-dire entre une conception de la science qui la plie à des critères d’efficacité ou de pertinence sociale immédiate et une autre qui la met au service de l’objectivité scientifique, mais d’une manière davantage dialectique que dans l’épistémologie weberienne, dans la mesure où cette tension existe pour nous au sein même de la pratique sociologique, comme à la fois la condition de son développement et le défi de sa pratique.

Ce sont deux conceptions divergentes entre la visée savante et la visée politique qui s’affrontèrent à l’Université de Moncton, avec pour résultat que l’analyse proposée dans cet essai ne saurait opposer, selon un schéma facile, une sociologie neutre et détachée à une sociologie engagée, ni encore une sociologie politiquement progressive à une sociologie réactionnaire, mais deux conceptions différentes, indissolublement scientifiques et critiques, de la pratique sociologique. Cette crise politico-épistémologique qui se noue à Moncton dans les années

⁵ Comme lorsque le gouvernement d’Augusto Pinochet décida la fermeture des départements de sociologie chiliens. Michael Burawoy, « American Sociological Association Presidential Address : For Public Sociology », *The British Journal of Sociology*, vol. 56, no 2 (2005), p. 259-294.

⁶ Marlene Dixon, *Things Which Are Done in Secret*, Montréal, Black Rose Books, 1976, p. 11-12.

⁷ Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

1960, et qui conduit, de la part des instances administratives universitaires, à une position de méfiance, puis de rejet d’une science sociale de plus en plus éloignée d’une conception fonctionnaliste et positive, doit être comprise dans le contexte plus vaste de rapides changements sociaux qui emportent à cette époque l’Occident et qui suscitent une reformulation à la fois de l’engagement citoyen et du rôle de la science en société ⁸. C’est, du moins, ce que nous tenterons brièvement de montrer en récapitulant les étapes ayant mené au renvoi de quatre professeurs de sociologie de l’Université de Moncton il y a maintenant près de quarante ans.

L’arrière-scène idéologique

[Retour à la table des matières](#)

L’institutionnalisation de la sociologie (et par ailleurs de l’ensemble des sciences sociales) fut le fruit des efforts de trois anciens du collège Saint- Joseph de Memramcook, soit Aurèle Young, Jean Cadieux et Clément Cormier. Le modèle premier proposé par ceux-ci fut celui de leur alma mater, l’Université Laval, à l’époque où le père Lévesque, pionnier des sciences sociales au Québec et fondateur de « l’école de Laval » à la fin des années 1930, présidait aux destinées de l’École de sciences sociales ⁹.

Les sociologues du début des années 1960 concevaient la situation acadienne en termes fort simples : en retard au plan économique et social, l’Acadie se devait de renouveler ses traditions séculaires. Les élites traditionnelles recyclaient donc le vieux discours nationaliste dans les termes de la science nouvelle. Personne influente auprès des

⁸ Pour le Canada, voir Steven Brooks et Alain-G. Gagnon, *Social Scientists and Politics in Canada. Between Clerisy and Vanguard*, Montréal et Toronto, McGill-Queens University Press, 1988.

⁹ Camille-Antoine Richard, Entrevue, 25 août 2005. Ces trois professeurs furent, au Collège Saint-Joseph, parmi les premiers à enseigner des cours de sciences sociales en Acadie (par exemple sur la doctrine sociale ou la coopération).

instances décisionnelles de l’Université de Moncton, Aurèle Young, professeur d’économie à l’Université Saint-Joseph en 1947, pouvait déclarer, dans une conférence donnée lors de la réunion annuelle de la Société nationale des Acadiens en 1965, que la crainte du capitalisme avait été la cause principale de la pauvreté des Acadiens : « C’est le capitalisme qui peut sauver la situation et non l’entreprise d’État, qui n’est que du “paternalisme” ¹⁰ ». Il rajoutait, dans un autre ordre d’idées, que le danger d’assimilation avait disparu pour les francophones du Nouveau-Brunswick, dont le rayonnement ne faisait plus de doute à ses yeux. En bon disciple d’Albert Faucher et Maurice Lamontagne, il reprenait les thèses de « l’École de Laval » ¹¹ pour les appliquer à l’Acadie : la faute des malheurs de cette région en matière sociale et économique incombait à la culture traditionnelle des francophones et ceux-ci n’avaient donc pas de tâche plus urgente que de réconcilier l’idéologie et la praxis, ainsi que l’enseigne la théorie du cultural lag, en développant une pensée résolument moderne et pleinement libérale.

Aurèle Young ne tenait pas un discours isolé. Le contexte des années 1950 correspond, pour la sociologie nord-américaine presque tout entière, au triomphe du paradigme fonctionnaliste et libéral, selon lequel, les valeurs de la société moderne ne pouvant être dépassées, la tâche des individus confine à une adaptation fonctionnelle aux grandes organisations sociales et économiques ¹². Au Canada, John Porter, dont on connaît l’importance pour l’institutionnalisation et la légitimation de la discipline au pays, proposait les États-Unis en modèle et mesurait les performances canadiennes sur l’étalon du succès améri-

¹⁰ Aurèle Young, cité par René d’Anjou, « La pauvreté des Acadiens est due à l’éloignement du capitalisme », *L’Évangéline*, 22 novembre 1965, p. 3. Formé en économie à Laval, Young enseigna au collège Saint-Joseph puis à l’Université de Moncton. Ce professeur d’économie fut directeur de la Faculté des sciences sociales, de 1965 à 1967, puis lorsque le département se transforma en école, il en fut le doyen, de 1967 à 1973. Young s’est aussi intéressé à la vie politique, s’étant présenté à deux reprises comme candidat conservateur, mais sans succès, aux élections provinciales de 1952 et 1956.

¹¹ Jean-Philippe Warren, *L’Engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2003.

¹² Robert Brym, *From Culture to Power. The Sociology of English Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1989.

cain ¹³. Les premiers sociologues acadiens participaient aussi de ce courant de pensée, sur lequel il ne sert à rien de s’étendre longuement ici, sinon pour dire qu’il proposait, selon une logique qui sera contestée plus tard, une harmonisation pragmatique des valeurs par rapport aux réalités économiques.

Young pouvait se réjouir que de jeunes professeurs embauchés à l’Université de Moncton, dont le sociologue Camille-Antoine Richard, fassent écho à son progressisme libéral, et ce bien quoique l’on sente chez eux un glissement vers un nationalisme plus critique ¹⁴. Pour Richard, la sociologie s’inscrivait dans l’effort nécessaire que doit entreprendre toute société moderne confrontée aux phénomènes d’urbanisation et d’industrialisation. L’Acadie, demeurée trop longtemps une société homogène, traditionnelle et rurale, ne pouvait plus, selon lui, affronter le changement social en se référant aux traditions immémoriales. L’heure était désormais aux sciences sociales et à la gestion rationnelle de la collectivité acadienne :

Il est fondamental de posséder une meilleure connaissance de notre milieu, de cerner les tendances principales en cours pour en dégager toute la signification concernant toutes nos institutions actuelles [...] Seules les recherches scientifiques, c’est-à-dire contrôlées et faites selon des méthodes rationnelles et rigoureuses qui ont faites leurs

¹³ Harvey Rich, « John Porter’s Sociology and Liberal Democracy », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 17, no 2 (juin 1992), p. 193-198. Richard Helmes-Hayes, « John Porter : Canada’s Most Important Sociologist and his Links to American Sociology », *American Sociologist*, vol. 33, no 1 (2002).

¹⁴ « La jeunesse acadienne en quête de réponses », *L’Évangéline*, 2 avril 1966, p. 3. Voir aussi « Nouvelle attitude des Acadiens vis-à-vis la vie et les autres », *L’Évangéline*, 7 juin 1966, p. 10 et Uriel Poitras, « Il existe présentement un renouveau chez les Acadiens », *L’Évangéline*, 15 avril 1966, p. 1. Souvent désigné comme étant le « premier sociologue acadien », Richard, après des études de sociologie à l’Université Laval (sa thèse de maîtrise, *L’idéologie de la première convention nationale acadienne*, demeure encore aujourd’hui une référence de choix sur l’acadianité), entreprit une carrière d’enseignement à l’Université de Moncton, d’abord au sein de l’École de commerce. En 1967, il laissa temporairement son poste de professeur pour entreprendre des études doctorales à Laval sous la supervision de Fernand Dumont, études qu’il ne terminera pas. Il poursuivra une carrière au sein de la fonction publique fédérale à partir du début des années 1970.

preuves, qu’elles soient d’ordre sociologique, économique, anthropologique, historique ou psychologique, peuvent maintenant apporter à l’homme une connaissance authentique et approfondie de son milieu. Il va sans dire que cette connaissance sociographique du milieu – connaissance comprise dans son sens le plus étendu – est d’autant plus nécessaire dans une société qui prétend planifier son économie et organiser rationnellement et équitablement sa législation sociale ¹⁵.

C’est sur cet arrière-fond idéologique que s’est construit le Département de sociologie de l’Université de Moncton. Créée en 1964 à la suite d’une recommandation de la Commission Deutsch sur l’éducation, l’Université de Moncton avait nourri plusieurs espoirs de renouveau et de réforme du milieu francophone. La sociologie faisant partie, disait-on alors, des disciplines qui constituent l’outillage obligé des nations modernes, cette discipline fit une première apparition à l’Université de Moncton au sein de l’École de commerce. « Ainsi on peut dire que l’École de commerce a été à la base de la création du programme de sciences sociales. En fait, l’École s’inscrit dans la mouvance des programmes HEC. Muriel K. Roy donne des cours en sociologie à partir de 1962, Philippe Doucet en science politique à partir de 1965 et Emmanuel Sajous en 1967 ainsi que Camille A. Richard en sciences sociales. Tous ces spécialistes finiront par aboutir dans la nouvelle école des sciences sociales, mais en attendant, ils enrichissent l’École de commerce et seront partenaires dans la *Revue Économique* ¹⁶ ». En 1964, « le sociologue Camille-Antoine Richard entrait à l’emploi de l’Université, à l’École de commerce : au bout de quelques mois, il soumettait au Sénat académique un projet de programme de spécialisation en sociologie qui fut d’abord étudié par les collègues affiliés, puis approuvé par le Sénat ¹⁷ ». Richard donnera,

¹⁵ Camille-Antoine Richard, « Connaissons mieux notre milieu : Un plaidoyer en faveur de la recherche en sciences sociales », *Revue économique*, vol. 2, no 2 (1964), p. 16.

¹⁶ Jean Cadieux, *Historique de la Faculté d’administration de l’Université de Moncton*, Faculté d’administration, Université de Moncton (mars 2002), p. 12-13.

¹⁷ Clément Cormier, *L’Université de Moncton, historique*, Moncton, CEA, 1975. La citation provient de la version informatisée du texte, disponible à l’adresse : <http://www.umoncton.ca/etudeacadiennes/centre/archivescum/histoireUM/table.htm>. Il faut cependant tempérer cette citation de Cormier,

dans le cadre de ce programme, quelques cours d’introduction à la sociologie et à l’anthropologie.

Que la sociologie ait été d’abord logée à l’École de commerce ne relève pas d’un simple concours de circonstances : à un moment où l’Université n’avait probablement pas encore, de toute façon, les moyens d’instaurer une faculté de sciences sociales, les professeurs de sociologie trouvaient une crédibilité à côtoyer leurs collègues de l’École de commerce. Par ailleurs, comme le prouvent les articles publiés dans *La Revue économique*, ancêtre de la *Revue de l’Université de Moncton*, et lieu de publication des professeurs de l’École, les intérêts des professeurs de commerce et de science économique embrassaient alors les sujets les plus divers, allant de la culture de masse à la politique et au nationalisme, en passant par l’ethnologie. Enfin, plusieurs administrateurs de la jeune Université, formés à l’école des sciences sociales de l’Université Laval (Cormier, Adélarde Savoie, Aurèle Young, etc.), ne pouvaient concevoir la gestion rationnelle de la société à laquelle ils aspiraient en dehors d’une saine planification économique. On devine déjà un peu mieux pourquoi, quand la sociologie se dissocia de l’École de commerce pour faire partie de la Faculté des arts, puis, en 1967, de l’École des sciences sociales, ce simple changement dans l’affiliation académique a pu paraître, aux yeux de certains administrateurs, comme un autre signe de la dérive de la science sociale loin d’une vision pragmatique et économiste du savoir légitime.

puisque Richard affirme n’avoir jamais été dans « le secret des dieux » concernant la formation du département (Camille-Antoine Richard, Entrevue).

Un vent de réforme souffle sur l’Acadie

[Retour à la table des matières](#)

Dans une allocution prononcée en octobre 1967 à l’occasion de sa nomination comme recteur, Adélarde Savoie exposait sa vision de l’Université de Moncton et déclinait les principales fonctions qu’elle devait remplir : être un « foyer d’effervescence intellectuelle » et un « facteur d’unité ¹⁸ ». Il s’imaginait ces deux rôles complémentaires. La suite des événements allait lui donner tort. L’idéal d’unité du recteur fit en effet long feu devant les exigences de plus en plus radicales de la jeunesse. Déjà, en 1967, des esprits plus conservateurs s’alarmaient du vent idéologique qui soufflait sur le campus. On s’énervait en particulier du ton belliqueux de quelques déclarations publiées dans les journaux étudiants. Alain Gheerbrant, rédacteur en chef de *L’Évangéline*, soupçonnait la jeunesse de fomenter une révolte qui allait, à terme, mener à une prise du pouvoir par les forces de gauche ¹⁹.

Pour l’instant à tout le moins, ce n’était guère assez pour les plus contestataires parmi la jeunesse, lesquels se désespéraient davantage d’un certain avachissement des étudiants. « À l’Université de Moncton, écrivait Ronald Cormier, éditorialiste du journal étudiant *Liaisons*, nous nous trouvons dans une situation tout à fait particulière,

¹⁸ Adélarde Savoie, « L’Université, l’élément le plus marquant de l’histoire acadienne », *Vie française*, vol. 22, nos 3-4 (novembre-décembre 1967), p. 67-71. Avant d’être recteur, Savoie (formé en sciences sociales à l’Université Laval) fut avocat, député provincial au début des années 1950 et, peu après, maire de la ville de Dieppe. En 1967, il succède au père Clément Cormier, fondateur et premier recteur de l’Université de Moncton - poste qu’il conservera jusqu’en 1974. Adélarde Savoie participa à plusieurs organismes acadiens, et fut l’un des acteurs importants de la modernisation néobrunswickoise du début des années 1960.

¹⁹ Alain Gheerbrant, « La colonne de gauche », *L’Évangéline*, 28 novembre 1967, p. 1.

dans une situation où il y a une apathie générale chez nos confrères étudiants, dans une ornière où les étudiants sont plus près des urinoirs que du monde qui les entoure. Il est tout à fait flagrant que des étudiants qui osent se dire universitaires n’aient pas d’autres sujets de conversation que le hockey, les films de Brigitte, les “cars” et la couleur du papier de toilette au Pavillon des Sciences ²⁰ ». Craignant l’embourgeoisement des étudiants, et avouant militer pour une nécessaire prise de conscience, Cormier suggérait comme antidote à l’idéologie réactionnaire soi-disant dominante la lecture de Karl Marx.

Or, il se trouva que les étudiants contestataires allaient tisser durant cette période des alliances importantes avec certains coopérants français. C’est ainsi qu’en 1967, l’Université de Moncton accueillait non moins de 16 professeurs français - en latin et civilisation grecque et latine, en littérature française, en géographie, en sociologie, en physique, en chimie, en histoire, en génie civil, en génie mécanique et en mathématiques. À lui seul, le Département de sociologie en comptait trois parmi ses rangs. Ces professeurs, au début de la vingtaine pour la plupart et d’ordinaire davantage conscientisés et politisés (dénonçant, par exemple, la guerre algérienne ou vietnamienne) que la moyenne de leurs compatriotes, voyaient dans un séjour en Acadie une manière d’échapper au service militaire ²¹. Recevant du gouvernement français une « indemnité de subsistance », l’Université de Moncton, pour sa part, se trouvait à économiser d’autant, ce qui facilitait la croissance d’une jeune institution d’enseignement supérieur en butte à toutes sortes de difficultés financières.

Ce dont cette institution ne se doutait pas, c’est que ces jeunes Français allaient initier leurs étudiants aux courants de pensée les plus

²⁰ Ronald Cormier, « Lettre du lecteur », *L’insecte*, 15 décembre 1967, p. 6. Un des acteurs importants du mouvement étudiant, Ronald Cormier fut un animateur de la vie universitaire de Moncton durant la seconde moitié des années 1960. L’un des rares étudiants à la maîtrise en sociologie à l’Université de Moncton, il participa aux activités des journaux étudiants de l’époque, et travailla brièvement pour *L’Évangéline*. En été 1969, il fut l’un des étudiants de sociologie à être expulsé du campus. Il fut, à partir des années 1970, journaliste pour Radio-Canada, à Moncton. Il est aussi l’auteur de plusieurs livres sur la participation des Acadiens à la Deuxième Guerre mondiale.

²¹ Entrevues avec Even (31 août 2005) et Hauteceur (1er novembre 2005).

radicaux de l’époque, aux premières loges desquels on trouvait alors le marxisme, mâtiné d’humanisme ou non ²². « Les jeunes professeurs, parvenant [sic] de France, sont en majorité des intellectuels avant-gardistes - pour ne pas dire de gauche - qui pensent différemment de tous ces esprits emboîtés [sic], encadrés, embourgeoisés, embaumés et auréolés qui forment l’élite alitée et allaitée de la société acadienne ²³ ». Le sociologue Alain Even, en particulier, semble avoir eu à coeur de faire éclater les mythes sécurisants de la collectivité en combattant l’image d’une Acadie isolée, méfiante, xénophobe et traditionaliste ²⁴. On peut se faire une idée des réflexions d’un de ses collègues, Jean-Paul Hautecoeur, à lire la thèse de doctorat publiée en 1975, *L’Acadie du discours* ²⁵. Pour ces professeurs, le passage d’une société traditionnelle à une société moderne était aussi le passage d’une Acadie mythique à une Acadie véritable. Et pour assurer ce passage, ils ne voyaient qu’un seul moyen : la contestation ²⁶.

Il y avait deux luttes, l’une sociale et l’autre nationale, mais, dans les discours de l’époque, ces deux combats n’en faisaient qu’un en définitive. La question nationale était une question sociale dans la mesure où les francophones du Nouveau-Brunswick formaient, ainsi que Marcel Rioux l’écrira des francophones du Québec, une classe-

²² Jean-Paul Hautecoeur, « D’une civilisation du plastique au plasticage de la civilisation », *L’Insecte*, avril 1968, p. 16.

²³ Ronald Cormier, « Lettre du Marais », *L’Insecte*, avril 1968, p. 12. Ces jeunes professeurs paraissent même « dangereux » aux yeux de l’administration (Ronald Cormier, entrevue, 18 août 2005).

²⁴ Alain Even, « L’Acadie, mythe ou réalité ? », *L’Évangéline*, 15 août 1968, p. 3.

²⁵ Jean-Paul Hautecoeur, *L’Acadie du discours*, Sainte-Foy, Presses de l’Université Laval, 1975. Il résume ainsi sa vision des conflits idéologiques des années 1960 en Acadie, telle que perçue par l’élite : « Il n’y a toujours pas de place en Acadie pour le multiple du réel et du possible ; le principe mythique de l’unité primordiale est toujours incompatible avec la vision plus moderne du dualisme, du pluralisme et de la dialectique » (p. 311).

²⁶ « Ce soir au campus : “La contestation et l’Université” », *L’Évangéline*, 23 octobre 1968, p. 1. Débat animé par Alain Even. Lire Joël Belliveau et Frédéric Boily. « Deux Révolutions Tranquilles ? Transformations politiques et sociale au Québec et au Nouveau-Brunswick (1900–1967) », *Recherches sociographiques*, Janvier–Avril 2005, XLVI.

ethnie ²⁷. Le sociologue Even reprenait mutatis mutandis cette idée d’une prolétarianisation nationale : « [...] il n’est pas de bon ton de reconnaître au Nouveau-Brunswick que le Nouveau-Brunswick est divisé (il faut bien le dire, je pense que c’est indéniable) en deux groupes, deux groupes qui sont des groupes ethniques, à savoir le groupe francophone et le groupe anglophone. Et lorsqu’on dit que l’Université de Moncton a droit à des privilèges spéciaux parce que ses étudiants se recrutent dans la population pauvre, ce n’est pas autre chose que de dire que ses étudiants se recrutent dans la population francophone, car au NB, en gros, pauvres et francophones se recoupent pas mal ²⁸ ».

Un premier sursaut de révolte eut lieu lors de la grève étudiante de février 1968. Ce genre d’actions d’éclat était dans l’air, aux États-Unis et en Europe bien entendu (Berkeley, Paris), au Canada (manifestation organisée par l’Union générale des étudiants du Québec) mais aussi à l’Université du Nouveau-Brunswick (où, par exemple, en mai 1968, les forces policières seront appelées en renfort afin de procéder à l’expulsion de sept personnes, dont trois étudiants, ayant initié un sit-in dans le bureau d’un professeur remercié de ses services ²⁹). Des conflits éclatèrent également en 1969 à l’Université Dalhousie. C’est néanmoins à Moncton que, dans les Maritimes, les réunions, les sit-ins et le boycottage des cours furent plus massivement adoptés comme moyens de pression par les étudiants. L’atmosphère n’avait-elle pas été chauffée par plusieurs événements, dont le choix contestable de quatre délégués acadiens pour se rendre en France afin de convaincre le gouvernement de financer deux centres culturels ainsi que l’équipement de laboratoire et l’achat de livres pour l’Université de Moncton, l’objection du maire Jones à tout ce qui pourrait sembler renforcer les liens entre francophones des Maritimes et Français ou les tergiversations du premier ministre Louis Robichaud sur la question de l’égalité

²⁷ Jacques Dofny et Marcel Rioux, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de Sociologie*, vol. 3, no 3 (1962). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

²⁸ « Grève des étudiants de l’Université de Moncton », diffusé par Radio-Canada le 20 février 1968. On peut consulter le reportage à l’adresse suivante : http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-10-1601-11003-11/vie_societe/universite_moncton_greve/.

²⁹ « UNB : la force employée à contrecœur contre des étudiants », *L’Évangéline*, 14 novembre 1968, p. 5.

des deux langues au Nouveau-Brunswick ? Les étudiants de la Faculté des sciences sociales, qui formaient le plus large contingent de ceux et celles qui participaient aux journaux étudiants ou aux associations étudiantes (dont Bernard Gauvin, Pierre Bluteau, Lorraine Doucette, Denis Losier, Serge Létournaux, Ronald et Jean Cormier, Michel Blanchard, Blondine Maurice ou Jean-Marie Tremblay) - et qui de ce fait sont largement cités dans cet article - ne se gênaient pas pour exiger haut et fort des réformes en profondeur de la société acadienne.

Le 7 février 1968, confrontés à la décision par le Conseil des gouverneurs d’augmenter les frais de scolarité de 40,00 \$ à 110,00 \$ (tout dépendant des facultés), environ 800 étudiants, réunis en assemblée au Pavillon des sciences, se prononcèrent à 84% en faveur du boycottage des cours et de la grève. Des lignes de piquetage furent organisées pour le lundi suivant. Les étudiants de Bathurst décidèrent d’appuyer la lutte des étudiants de Moncton en votant une grève limitée dans une proportion de plus de 90%. Le 14 février, les étudiants de Moncton élevèrent une barricade sur la route menant au campus. Le 22 février, ils marchèrent sur Fredericton afin de faire connaître leurs revendications : plutôt que de fixer le financement des universités en fonction des étudiants inscrits, arguaient-ils, ne serait pas plus juste de l’établir en fonction du pourcentage total de la population, et ce d’autant plus que, les étudiants acadiens provenant des régions les plus pauvres, il serait sage de penser à un budget de rattrapage ³⁰ ? Le 23 février, après presque deux semaines de grève, les étudiants votèrent à 70% le retour en classe. Consacré à la préparation des examens de fin d’année, le mois de mars, que des leaders étudiants annonçaient chaud, connut en définitive peu d’incidents.

Pendant la grève étudiante, les événements se bousculent et le mouvement de démocratisation de l’éducation converge vers un engagement en faveur de la francisation des institutions acadiennes. Le 14 février, alors qu’ils continuaient, le jour, à faire du piquetage devant les édifices de l’Université, les étudiants universitaire avaient marché sur l’Hôtel de ville, en compagnie d’élèves du secondaire, afin d’exiger l’application des mesures recommandées dans le Rapport de

³⁰ En 1968, l’Université de Moncton recevait 25% des octrois aux universités, alors qu’elle desservait environ 38 % de la population de la province

la Commission Laurendeau-Dunton. L’arrogance du maire Jones, qui refusa de leur adresser la parole en français, n’aida pas à réduire les tensions ³¹. Au combat pour la démocratisation de l’accès à l’éducation supérieure venait ainsi s’en greffer un autre pour le respect des droits du français dans la province en général, et à l’Université de Moncton en particulier. Au père Cormier ³² ayant déclaré souhaiter une université officiellement française mais fonctionnellement bilingue, on répondait ne pas vouloir d’une institution « bâtarde ». On s’offusquait du nombre de manuels américains et des cours en anglais en sciences et en génie. L’Université de Moncton, répétait-on, se devait d’être plus qu’un lieu où l’étudiant apprenait des techniques et des matières, elle se devait d’être un foyer de rayonnement de la culture acadienne.

Presque aussitôt votée, comme nous l’avons mentionné plus haut, la grève de février fut compromise, la vaste majorité des étudiants refusant de s’engager dans le mouvement de protestation. Bernard Gauvin se désolait que ses confrères et consoeurs aient si peur de prendre des « moyens extrémistes », alors que la situation semblait à ses yeux justement extrême et imposait les mesures les plus vigoureuses ³³. Pendant dix jours, on put croire que les étudiants, solidarisés autour de la question du gel des frais de scolarité, pourraient faire fléchir les autorités en place ; néanmoins, la précipitation de l’AEUM, laquelle décida de déclencher la grève avant que ne soient épuisés les autres moyens de pression, nuisit au mouvement, autant peut-être que les déclarations des instances universitaires qui répétaient avoir besoin d’un « budget de rattrapage » et qu’il était par voie de conséquence mal avisé de revendiquer le maintien des frais de scolarités à leur pré-

³¹ Pierre Perrault, *L’Acadie, L’Acadie !?!*, Montréal, Office national du film, 1971.

³² Après des études de théologie à l’Université de Montréal, Clément Cormier étudia les sciences sociales auprès du Père Lévesque à l’Université Laval. Il fut l’instigateur de cours du soir de sciences sociales au collège Saint-Joseph de Memramcook, dès la fin des années 30. Il fut un ardent promoteur du progrès social au Nouveau-Brunswick, comme un défenseur du bilinguisme. Sa plus grande oeuvre reste néanmoins la fondation de l’Université de Moncton, en 1963, dont il fut recteur jusqu’en 1967. Il fut aussi le fondateur de la Société historique acadienne, ainsi que du Centre d’études acadiennes.

³³ Bernard Gauvin, « Le portrait d’un vieillard », *L’Insecte*, avril 1968, p. 9.

sent niveau. À peine put-on célébrer une aide financière accrue sous forme de bourses et une majoration du budget de la bibliothèque. Le reste des demandes fut remis aux calendes grecques.

Mais la grève avait mis la contestation à l’honneur. Elle constitue un événement précurseur des « troubles » à venir. Par exemple, on peut lire des signes de la radicalisation du mouvement nationaliste dans la remise d’une tête de cochon au maire Jones ou, de manière moins anecdotique, dans les débats, déjà, autour d’une Acadie indépendante ³⁴. Le peuple, murmurait-on, « commence à en avoir assez des belles histoires que des politiciens cyniques, des curés aveugles et des financiers crapuleux leur ressassent depuis si longtemps ³⁵ ». Ce qui n’aidait pas à calmer les esprits, des leaders de la communauté anglophone cherchaient à freiner les efforts en vue de franciser l’enseignement à Moncton. Elton Killam, premier vice-président de l’Association loyaliste des Maritimes, appelait ses compatriotes à boycotter l’Université de Moncton en réaction aux protestations, émises par les étudiants, face au nombre trop élevé de cours en langue anglaise dans certaines facultés ³⁶.

³⁴ Pierre Bluteau, « Essai constitutionnel », *L’Insecte*, avril 1968, p. 10-11.

³⁵ Roger Savoie, « Un peuple improvisé », conférence donnée à la Boîte à Chanson organisée par le journal *L’Insecte*, 5 février 1968, p. 7. Roger Savoie était à Moncton, au début des années 1960, prêtre et professeur de philosophie influent à l’Université de Moncton. Il fut aussi correspondant pour *L’Évangéline* lors du concile de Vatican II. Il s’exila au Québec au milieu des années 1960. Selon Jean-Paul Hautecoeur, il fut le « personnage qui fit personnellement la transition entre la première et la seconde phase du néo-nationalisme » acadien (*L’Acadie du discours*, p. 268).

³⁶ « Killam : il faut laisser tomber l’université », *L’Évangéline*, 31 octobre 1968, p. 1. « Un groupe d’étudiants se lance contre les néo-loyalistes », *L’Évangéline*, 30 octobre 1968, p. 3.

La radicalisation du leadership étudiant et la sociologie en Acadie

[Retour à la table des matières](#)

La démocratisation du système d’éducation n’est pas étrangère à ces remous ; mais il ne faudrait pas interpréter ceux-ci uniquement dans une perspective démographique, avec l’arrivée de cohortes d’étudiants provenant de classes autrefois exclues des collèges classiques ³⁷. C’est l’influence de mouvements d’idées venus d’ailleurs - décolonisation, nationalisme politique, socialisme, etc. - qui bouleversait le paysage « traditionnel » de l’Acadie. Il serait inutile d’insister ici sur un phénomène dont on connaît bien l’étendue à l’échelle de l’Occident. Il suffit de dire que l’onde de choc de mai 1968 a été ressentie vivement dans les milieux étudiants acadiens, dont le mimétisme est parfois frappant. Faut-il sourire de ce jeune étudiant qui dressa sur le campus un drapeau acadien où la faucille avait remplacé l’étoile de Marie ? C’est sans doute cette naïveté révolutionnaire qui agaçaient le plus les instances universitaires. Aussi celles-ci menaçaient-elles de sévir contre les trouble-fêtes étudiants, dont elles ne toléraient ni les idées ni le sans-gêne. On parlait ainsi au printemps 1968 de renvoyer le directeur du journal étudiant *L’Insecte*. Les étudiants ripostèrent en prévoyant des mesures de résistance contre cette nouvelle « déportation ³⁸ ». L’escalade du conflit avait commencé.

³⁷ Puisque l’arrivée en masse d’étudiants de classes davantage « populaire » fut un phénomène qui dépassait largement les frontières floues de l’Acadie. L’ensemble des universités de la région atlantique connut le phénomène : l’Université du Nouveau- Brunswick à Fredericton vécut à l’époque une expansion sans précédent ; en Nouvelle-Écosse, de 1960 à 1970, le nombre d’inscriptions dans les universités est passé de 5 811 à 15 820. Voir Della Stanley, « The 1960s : The Illusions of Reality and Progress », dans E.R. Forbes et Del Muijs, dir., *The Atlantic Provinces into Confederation*, Toronto et Fredericton, University of Toronto Press et Acadiensis, 1993.

³⁸ L’équipe, « Rumeurs », *L’Insecte*, avril 1968, p. 16.

C’est dans ce contexte que les déclarations d’Alain Even, aussi bénignes puissent-elles paraître aujourd’hui, dérangeront de plus en plus les autorités académiques ³⁹. Assez représentatif du corps professoral en sociologie, Even se faisait du département une conception très participative ; loin de le concevoir uniquement comme une simple unité administrative, il le définissait comme un foyer de rencontre et de discussions entre professeurs, chercheurs et étudiants. Le directeur n’était pas pour lui un chef et sa mission ne consistait pas à régenter la vie départementale. Bien au contraire devait-il se conformer aux décisions démocratiques prises par ceux qui l’avaient élu. Even se faisait plus clair encore en ce qui concerne le rôle du Conseil de faculté et du Sénat ; ces organes hiérarchiques n’avaient point le droit de s’immiscer sans consultation préalable dans les affaires départementales, à moins de vouloir provoquer des équivoques regrettables, sinon des conflits déclarés ⁴⁰. Quant au rapport avec les étudiants, il ne faisait pour lui aucun doute que ceux-ci devaient être appelés à participer à la gestion de l’institution dont ils étaient la raison d’être.

Plusieurs de ses étudiants étaient de son avis et militaient eux aussi pour une participation plus active aux affaires universitaires. « Quelle forme aura la nouvelle université ? Nous ne saurions le dire. Nous savons toutefois qu’elle sera le fruit d’un réveil étudiant, d’un esprit de cogestion par le partage des responsabilités et des pouvoirs ⁴¹ ». Le journal étudiant *L’Insecte* peut être presque tout entier inscrit sous cette bannière de la cogestion, alors que l’on pouvait y lire des criti-

³⁹ Alain Even, « Les communautés religieuses ont-elles épousé leur temps ? », *L’Évangéline*, 4 avril 1968, p. 4. Sociologue, mais aussi économiste de formation, Alain Even enseigna plusieurs cours de sociologie à l’Université de Moncton de 1966 à 1969. Il vint enseigner à Moncton dans le cadre d’un projet de coopération. Après son congédiement, en 1969, il enseigna l’économie du développement, à l’Université de Rennes. Il est aujourd’hui Président du Conseil économique et social régional de Bretagne.

⁴⁰ A. Even, Responsable du Département de sociologie, Lettre au recteur Adélarde Savoie, Archives de l’Université de Moncton, campus de Moncton, Centre d’études acadiennes, 15 novembre 1968, C81-011. Voir aussi « L’APUM et la participation (cogestion) », dans Manifeste du comité d’urgence de l’APUM, Archives de l’Université de Moncton, campus de Moncton, Centre d’études acadiennes, 30 janvier 1969, c90-009, p. 5.

⁴¹ Raymond Leblanc, « La contestation », *L’Insecte*, novembre 1968, p. 10.

ques de plus en plus vives (du manque de transparence des décisions prises par les autorités académiques) sur la lutte, au sein de l’université, contre « l’aliénation de la force productive prolétarienne au profit de quelques personnages insidieux et hypocrites » ou sur la préparation d’une révolution culturelle à l’échelle du système éducatif ⁴². Even et les collègues de son département, de même que d’autres professeurs, quand ce n’est pas l’Association des professeurs de l’Université de Moncton (APUM) elle-même, alimentaient une telle soif de réformes ⁴³. Ainsi encouragés, les étudiants visaient l’établissement d’une cogestion à tous les niveaux du système d’éducation (enseignement, administration, recherche). La création du comité conjoint administration-étudiants, dépourvu de pouvoir légal, était loin de satisfaire à leurs demandes. « Le comité conjoint, c’est du bonbon sucré pour diabétiques ! ⁴⁴ ».

Even attachait par ailleurs une grande importance à l’engagement citoyen des étudiants. « Les méthodes d’enseignement de l’Université doivent permettre aux étudiants de comprendre, critiquer, réformer la société qui les entoure. Elles doivent permettre aux étudiants de s’intégrer à la société, en y participant ⁴⁵ ». Le rôle de l’étudiant ne se bornait pas pour lui à absorber sagement des matières mais à les éprouver à l’aulne de réalités concrètes et à s’interroger ensuite sur les possibilités d’une prise de conscience. Les étudiants se sont ainsi mis, suivant ses conseils, à remettre en question « tout le système acadien ». « Ils ont attaqué, écrivait un étudiant de sociologie à la maîtrise, les mythes nationaux, la structure du pouvoir acadien, l’ancienne-garde, et tous les autres phénomènes sociaux qui se rapportaient au groupe francophone. Les jeunes ont lancé un défi à la vieille-garde acadienne en leur demandant le droit de participation à l’édification d’une société visant à faire des francophones des Mariti-

⁴² Voir, entre autres, l’éditorial du premier numéro du *Microbe*, un journal publié par *L’Insecte*. André Lavoie, « Éditorial », *Microbe*, vol. 1, no 1 (23 novembre 1968), p. 1.

⁴³ Gérald L. McGowan, « Communiqué d’un membre de l’APUM aux autres membres de l’APUM », *L’Insecte*, décembre 1968, p. 4.

⁴⁴ Ronald J. Cormier, « En marge de l’occupation », *L’Évangéline*, 27 février 1969, p. 4.

⁴⁵ Even, « Les fonctions de l’université », *L’Insecte*, 15 décembre 1967, p. 4.

mes des citoyens à part entière du Canada ⁴⁶ ». Preuve de cet intérêt nouveau pour la prise de conscience critique, on se met à organiser des tables rondes autour de la question de l’engagement citoyen de l’étudiant ⁴⁷. L’APUM elle-même avouait voir dans la contestation « une valeur positive » : « en effet, déclaraient ses membres, la remise en question constitue un facteur essentiel de l’évolution ⁴⁸ ». Désormais, il ne s’agissait plus seulement de canaliser la contestation, mais bel et bien de l’assumer ⁴⁹.

Les événements de janvier 1969

[Retour à la table des matières](#)

Avec de telles idées, le choc entre professeurs et étudiants, d’une part, et administrateurs, d’autre part, était inévitable. Il serait trop réducteur de présenter ce conflit seulement comme celui opposant la jeunesse à la vieillesse mais il est vrai que celui-ci semblait prendre le visage d’un véritable choc entre générations. « Si vous voulez avoir une idée de l’esprit qui règne dans la direction de l’Université, voyez la liste des membres du sénat académique. Vous avez réuni là, à part quelques exceptions peut-être, le plus beau groupe homogène qu’on puisse souhaité [sic], où tout le monde pense à peu près de la même

⁴⁶ Ronald J. Cormier, « La jeunesse veut provoquer le progrès », *L’Évangéline*, 15 août 1968, p. 7.

⁴⁷ Ainsi, en 1968, 150 personnes assistent à une table ronde sur la contestation et l’Université dont les invités ont été choisis à nombre égal parmi les étudiants, les professeurs et les administrateurs. « La contestation universitaire », *L’Évangéline*, 25 octobre 1968, p. 4.

⁴⁸ « L’APUM et la contestation » (point 3a) dans Manifeste du comité d’urgence de l’APUM, p. 4.

⁴⁹ Ce vent contestataire en inquiétait plusieurs. On sait aujourd’hui que la GRC se renseignait, en s’associant la complicité de certains professeurs, sur les agissements et stratégies des étudiants (certains furent pris en filature, dont l’étudiant Denis Losier, considéré comme un radical). « Les nationalistes acadiens sous surveillance », radiodiffusé sur les ondes de Radio-Canada dans le cadre de l’émission Tournée d’Amérique, le 15 octobre 1994. On peut écouter le reportage à l’adresse : http://archives.radio-canada.ca/IDCC-0-9-1500-10150/guerres_conflits/espionnage_canada.

façon, ou tout au moins sont représentatifs d’une tendance, la tendance conservatrice ⁵⁰ ». Un sondage auquel nous ne pouvons accorder toutefois une grande crédibilité concluait, en avril 1968, à une méfiance, pour ne pas dire une hostilité croissante des professeurs face aux agissements de l’administration. Vingt-sept p. cent des 45 enseignants interrogés se déclaraient absolument opposés à la politique de l’administration, tandis que près de 20 % affirmaient souhaiter la démission des autorités en place. On soulignait surtout les pratiques antidémocratiques faisant partie en quelque sorte de la routine d’une institution issue de la tradition des collèges classiques ⁵¹. Les professeurs de sociologie, en particulier, ne se gênaient pas pour décrier « le drame d’une société dominée par son élite ⁵² ».

L’administration universitaire, outrée par le vent de révolte soufflant sur le campus, et surtout par la « politique systématique de dénigrement » des leaders étudiants, menaça en janvier 1969, comme représailles, de ne plus percevoir les cotisations étudiantes (30,00 \$). Cela n’intimida pas les leaders étudiants, lesquels prirent la décision, le samedi 11 janvier 1969, vers vingt-trois heures, de se saisir du Pavillon des sciences, lequel logeait alors les bureaux de l’administration et les salles de cours de deux des plus importantes facultés, soit la Faculté de commerce et la Faculté de génie (l’École des sciences sociales n’avait pas alors de pavillon spécifique). Le lundi suivant, la moitié des 1 400 étudiants de l’Université de Moncton qui s’étaient rendus sur le campus en seront quitte pour s’en retourner chez eux, les cours étant suspendus. Placée devant le fait accompli, ignorante des raisons précises ayant poussé les cent étudiants à un tel geste,

⁵⁰ Roger Savoie, « Un peuple improvisé », p. 7.

⁵¹ André Lavoie, « Des professeurs se prononcent sur l’administration de l’U. De M », *L’Insecte*, vol. 26, no 5 (avril 1968), p. 3. Des professeurs affirmaient ainsi que l’administration les traitait « comme des cochons » (Ronald J. Cormier, « En marge de l’occupation », p. 4).

⁵² Alain Even, Guy Denis, J.-P. Pagnotta, J.-P. Hautecoeur, Carmelle Benoit (représentante du deuxième cycle) et Martine Michaud (représentante du premier cycle), « Communiqué de presse », *La Moustache*, 31 mars 1969, p. 7. Plutôt qu’un pléonasme (une élite étant d’ordinaire définie par le fait qu’elle domine), il faut lire dans cette déclaration un appel, dans des termes marxistes, à une domination qui provienne désormais de la masse. les événements de janvier 1969

l’administration ne savait trop comment réagir. La Fédération des étudiants du campus elle-même n’était pas dans le coup. Les organisateurs de l’occupation auront beau répéter que l’initiative n’était pas improvisée, qu’elle avait été planifiée de longue date (soit dès la grève de février 1968)⁵³, il était difficile de saisir les signes annonciateurs d’une telle manifestation.

L’occupation se déroula sans violence ni vandalisme – les groupes de vingt-cinq qui se relaient à l’entrée du bâtiment se contentant de repousser les possibles intrus à l’aide de boyaux à incendie. Plusieurs membres de l’élite acadienne, dont le rédacteur en chef de *L’Évangéline*, voulant se montrer conciliant, adoptèrent un ton paternaliste : il est normal, disaient-ils, que la jeunesse veuille contribuer à l’émancipation nationale, mais si ce rôle sera le sien dans un avenir prochain, il ne l’est pas encore, et dans les présentes conditions il ne saurait l’être⁵⁴. Ces déclarations suscitèrent chez les étudiants les réactions les plus brutales : « Lorsque vous, monsieur le rédacteur en chef, ressentez un grand besoin physiologique, vous n’attendez certes pas que l’on vous donne du papier avant d’aller à la toilette. Il en est ainsi de la contestation⁵⁵ ». Les étudiants pouvaient toutefois compter sur l’Association des professeurs de l’Université de Moncton qui, bien qu’elle ne prit pas officiellement position au sujet de l’occupation du Pavillon des sciences, appela à répondre positivement aux demandes

⁵³ « Lors de la grève de février 1968, certains membres du conseil étudiant d’alors, dont moi-même, avaient proposé l’occupation du pavillon des Sciences afin de faire “grouiller” le gouvernement provincial et les administrateurs de l’université. Cette proposition fut rejetée par ceux qui croyaient que le gouvernement de “Ti-Louis” allait verser des subsides spéciales à la seule université française du N-B. C’est à la suite de ceci qu’une dizaine d’étudiants - j’étais du nombre - ont commencé à planifier une occupation future au pavillon des Sciences. Tous les plans étaient prêts dès avril 1968. Il n’y avait qu’à les mettre en pratique. Dix mois plus tard, soit le 11 janvier dernier, ils furent mis en action. Voilà donc le bilan de cette planification qui s’est déroulée dans le plus grand secret » (Ronald J. Cormier, « En marge de l’occupation », p. 4). Le problème, justement, c’est que cette planification ne fut pensée et réellement voulue que par une dizaine d’étudiants, et ce « dans le plus grand secret ».

⁵⁴ Jacques Filteau, « Notre société de croulants », *L’Évangéline*, 13 janvier 1969, p. 4.

⁵⁵ Ronald J. Cormier, « En marge de l’occupation », p. 4.

financières des étudiants, ce qui laisse peu de doute du sens de ses allégeances. La participation de certains professeurs à la rédaction d’une nouvelle charte où primerait l’idéal de la cogestion est un autre indice de ce penchant favorable pour les demandes des grévistes.

Cependant, l’occupation du Pavillon des sciences ne faisait pas l’unanimité auprès des étudiants. Plusieurs se plaignaient de ce qu’un « groupe de révolutionnaires et d’activistes », sans orientation précise, s’était donné pour but la destruction de toutes institutions. On rappelait les déclarations malheureuses de Michel Blanchard ⁵⁶ sur une masse étudiante, certes puissante, mais irréfléchie, et ayant besoin de leaders éclairés pour la guider. Dans les pages du *Microscope*, un journal étudiant publié par des étudiants dissidents ayant choisi de se munir des même armes propagandistes que les leaders de la FEUM, on déclarait : « Un groupe d’activistes, de révoltés sans cause ont pris le pouvoir et veulent tout contrôler et finalement créer le vide ⁵⁷ ». Certains accusaient les professeurs du Département de sociologie d’enseigner une doxa marxiste abstraite et stérile ⁵⁸. L’administration, surtout, embarrassée par le geste de « la clique à Blanchard » ⁵⁹, cherchait par tous les moyens à permettre la reprise des cours. Finalement, elle se décida pour l’expulsion manu militari des occupants. Le 18 janvier 1969, les forces policières feront irruption dans le Pavillon des

⁵⁶ Un des chefs de file du mouvement étudiant de l’Université de Moncton durant la dernière partie des années 1960, Michel Blanchard fut l’un des étudiants expulsés de l’Université suite à la fermeture du département en 1969. Il fut l’éditeur en chef de la plupart des journaux étudiants de l’époque. Militant de longue date pour la cause des francophones au Nouveau-Brunswick, Michel Blanchard porte aujourd’hui plusieurs chapeaux, dont ceux de poète, de parolier et d’animateur de radio.

⁵⁷ *Le Microscope*, 11 février 1969, p. 3.

⁵⁸ Une lettre anonyme d’un étudiant est commentée par André Lavoie, directeur de la Moustache, « Éditorial : L’anonymat » *Moustache*, vol. 1, no 14 (21 mars 1969), p. 1 et 2.

⁵⁹ *Microbe* [faux], vol. 1, no 9 (12 février 1969), p. 2. À remarquer que si, d’un côté, on accusait les leaders étudiants de former une « clique », de l’autre on prétendait que l’élite acadienne était contrôlée par la Patente (l’Ordre de Jacques-Cartier, mais aussi, en Acadie du Nouveau-Brunswick, la Société l’assomption, la Société nationale acadienne et *L’Évangéline*, principalement).

sciences et les étudiants se laisseront évincer des lieux dans le calme ⁶⁰.

La grève était terminée mais les étudiants ne lâchaient pas prise pour autant. Michel Blanchard et Roland Gendron proposaient l’organisation des journées d’étude autour du thème « L’université, c’est notre affaire ». Était pressenti, entre autres, pour y participer, Fernand Dumont, sociologue et philosophe québécois de renom, lequel devait parler sur sujet de choix : « Contestation, participation et co-gestion ». Le 20 janvier, la Fédération des étudiants de l’Université de Moncton (FEUM) publiait un communiqué dans lequel elle exigeait la démission du comité exécutif de l’Université et menaçait de poursuivre ses pressions tant et aussi longtemps que toutes ses demandes n’auraient pas été agréées. Les personnes visées étaient le recteur Adélarde Savoie, le juge Adrien Cormier, le président du comité exécutif, Gilbert Finn (à l’époque, directeur de la société d’assurance l’Assomption-Vie, institution phare de l’histoire acadienne), Alfred Landry et Aurèle Arsenault. À partir du 13 février 1969, une nouvelle parution étudiante, *La Moustache*, ainsi nommée en signe de dérision du moustachu recteur Savoie (le « M » dans le nom du journal, est illustré par une caricature satanique du recteur), frappera sans répit sur la tête des autorités administratives. Les étudiants se sentaient lâchés, et par la majorité de leurs confrères et consœurs, et par les élites acadiennes. La Société nationale des Acadiens, par la bouche de son président, Léon Richard, ne décrivait-elle pas les demandes étudiantes comme farfelues et malhonnêtes ? Piqué au vif, André Lavoie traitait les membres de ces élites de « vers de terre » et les accusaient de se nourrir « des cadavres des cimetières ⁶¹ ». Cette agressivité trahissait un profond découragement. Les étudiants avaient espéré beaucoup. À défaut de renverser les élites en place, ils avaient au moins crû pouvoir les influencer en instaurant un nouveau rapport de force dont ils voyaient l’exemple en France et aux États-Unis, mais aussi, plus près

⁶⁰ Pierre Perrault, *L’Acadie, L’Acadie ! ? !*.

⁶¹ André Lavoie, « Éditorial : S. N. A. », *La Moustache*, vol. 1, no 11 (5 mars 1969), p. 1.

d’eux, au Québec. Maintenant que tout espoir de révolution, tranquille ou non, semblait vain, on flirtait avec des idées de violence ⁶².

La dissolution du département de sociologie

[Retour à la table des matières](#)

Un lecteur contemporain pourrait croire les déclarations faites par les leaders étudiants fortement exagérées, si ce n’était que des professeurs n’hésitaient pas plus qu’eux à user de l’hyperbole pour qualifier la situation de l’Université de Moncton. Coauteur du rapport des professeurs à la Commission O’Sullivan sur l’éducation au Nouveau-Brunswick, Gerald McGowan était un des plus virulents d’entre eux. « Il est important, affirmait-il, de réaliser que l’Université de Moncton est peut-être le plus ignoble, le plus machiavélique instrument

⁶² Voir le colloque sur la violence organisé à l’Université de Moncton, avec Julien Harvey et Marcel Rioux (« Colloque sur la violence à l’Université de Moncton », *L’Évangéline*, 28 mars 1969, p. 11). L’Association des professeurs (APUM) n’était pas à l’abri de tout tumulte. Le 15 janvier, elle avait émis un communiqué demandant la fin de l’occupation tout en demandant que les étudiants ne souffrent d’aucunes représailles. Lors d’une assemblée générale tenue le 20 janvier 1969 afin de trouver des solutions à la crise, des professeurs s’opposèrent aux membres du comité exécutif de l’APUM. Ces derniers, faute d’une légitimité suffisante, décidèrent alors de démissionner en bloc. Plusieurs membres résilièrent leur affiliation : des 125 professeurs membres du mois précédent, il n’en resta bientôt plus qu’une cinquantaine, toujours déchirés autour de la question de l’appui souhaitable (ou non) à la cause étudiante. Suite à ces défections, un comité d’urgence fut formé afin de réorienter l’Association mais il n’arrivera pas à redonner à l’APUM sa crédibilité d’avant la crise : « L’APUM en ressortit affaiblie et le corps professoral déchiré ». (Manifeste du comité d’urgence de l’APUM, p. 2 ; Greg Allain et Christian Brideau, *L’APUM : vingt ans d’histoire, 1976- 1996*, APUM, Université de Moncton, 1997, p. 15-16 ; Alain Even, Entrevue, 31 août 2005.) Voir aussi « Les professeurs sont contre », *L’Évangéline*, 15 janvier 1969, p. 1 ; Comité conjoint, réunion du 16 janvier 1969, Archives de l’Université de Moncton, campus de Moncton, Centre d’études acadiennes, C90-002 ; et « Aujourd’hui : rencontre tripartite administrateurs-professeurs-étudiants », *L’Évangéline*, 21 janvier 1969, p. 1.

d’assimilation jamais inventé par une population pour en assimiler une autre, avec la complicité plus ou moins consciente de cette dernière ⁶³ ».

Officiellement, l’Université avait décidé de ne pas punir les professeurs pour leur implication dans l’occupation de l’édifice des sciences. On les rassurait qu’aucune sanction ne serait prise contre eux ⁶⁴. Ceux bernés par ces paroles de réconciliation connaîtront un réveil brutal. Roger Savoie avait bien prévu l’avenir lorsqu’il affirmait que deux attitudes prévalent vis-à-vis des Français ; s’ils sont gentils et insignifiants, on les tolère, voire on les admire ; s’ils sont audacieux, on les soupçonne, on les dénonce, on les sanctionne, on les congédie. Dans le premier cas, ce sont des intellectuels ennuyeux mais inoffensifs. Dans le deuxième cas, ce sont des révolutionnaires ou des professeurs incapables de comprendre « notre milieu ⁶⁵ ». La part prise par les professeurs français durant la grève servira ainsi de catalyseur. Les trois quarts des professeurs enseignant au Département de sociologie étant Français, il était normal que celui-ci soit davantage visé. Dès le

⁶³ Cité par Donald Vautour, « L’Université de Moncton serait le plus ignoble instrument d’assimilation », *L’Évangéline*, 15 février 1969, p. 3.

⁶⁴ « L’UM ne prendra pas de sanctions contre les professeurs », *L’Évangéline*, 25 janvier 1969, p. 1.

⁶⁵ Roger Savoie, « Un peuple improvisé », p. 7. Tout groupe intellectuel, surtout si celui-ci appartient à une société minoritaire, tend d’ordinaire à dévaluer le travail que les étrangers peuvent publier sur la population locale. Le groupe acadien ne fait pas exception. Au Québec, au même moment, c’est ironiquement Philippe Garigue, disqualifié en tant que « nouvel observateur de notre société », qui fait les frais de cette méfiance envers le colonialisme culturel, intellectuel et savant (Marcel Fournier, « La sociologie québécoise contemporaine », *Recherches sociographiques*, vol 14, no 2-3 (1974), p. 24). En 1969, outrés par la politique autoritariste et chauvine de leur Doyen, des étudiants en sciences sociales de l’Université de Montréal occupent les locaux de la Faculté et rédige un tract subversif, *De Duplessis à Garigue : Histoires vraies, à ne pas croire, pourtant vécues* (tract aujourd’hui malheureusement introuvable et dont le ton était tout ce qu’il y a de plus pamphlétaire) - ce qui n’est pas sans rappeler, mais comme dans un miroir inversant, les événements de Moncton. Mourad Ali-Khodja s’est penché sur cette méfiance envers les sociologues français dans son article de 1984, « Connaissance et politique : quelques réflexions sur le développement de la sociologie en Acadie », *Égalité*, no 13-14. Il y fait l’hypothèse que la fermeture du Département de sociologie en 1969 a « indigénisé », nationalisé et normalisé cette discipline.

18 février 1969, le recteur sollicitait la Commission sur les structures académiques pour qu’elle réétudie la pertinence de loger au sein de l’Université de Moncton un Département de sociologie et un Département de service social. Le Sénat académique choisissait au même moment de réduire les cours en sciences humaines et en langue pour les étudiants de la Faculté des sciences. Les professeurs visés indirectement par ces mesures étaient Paul Germain, Alain Even et Georgio Gaudet, tous membres de l’exécutif de l’APUM.

À la fin du mois de mars 1969, l’administration décidait de prendre des mesures sévères contre plusieurs étudiants et professeurs, dont, au premier chef, ceux enseignant au Département de sociologie. Jean-Paul Hautecoeur, Alain Even, Guy Denis et Jean-Pierre Pagnotta reçurent une lettre les informant que leur contrat ne serait pas renouvelé ⁶⁶. René-Jean Raveault se voyait accorder une bourse d’études, ce qui le forçait, en quelque sorte, à cesser temporairement ses activités d’enseignement. Que la décision soit hautement politique, on en trouvera la preuve dans le renvoi de trois autres professeurs, tous très proches du mouvement étudiant, soit Stéphane Sarkany, Paul Buissières et, surtout, Gérald McGowan. Dans une lettre publique, les professeurs de sociologie ne se gêneront donc pas pour souligner le caractère arbitraire de la décision, l’expliquant par la volonté du recteur de se débarrasser d’un département trop gênant. « Les arguments utilisés contre nous, professeurs et étudiants de Sociologie, ne sont qu’un prétexte pour dissimuler les raisons d’ordre idéologique et politique. La Sociologie et ses professeurs sont méconnus et mythiquement redoutés ; la critique à laquelle ils soumettent un pouvoir anti-démocratique

⁶⁶ Signe du cafouillage de l’administration, notons que Pagnotta ne possède pas à ce moment de contrat, n’ayant pas encore complété son stage comme coopérant français. Son « contrat » ne peut donc pas ne pas être renouvelé (il est difficile de mettre à la porte un salarié d’un gouvernement étranger). De plus, il est rattaché à la Section des sciences politiques, ce qui le rend presque acceptable aux yeux de l’administration. Il demeurera donc à l’Université de Moncton, jusqu’à la fin de son contrat, après l’année 1969-1970. À noter que l’administration respectait la lettre du règlement qui prévoyait jusqu’au 1er mai pour remettre un avis de non-renouvellement.

et totalitaire fait peur ⁶⁷ ». Alain Even parlait de répression et liait directement son renvoi et celui de ses trois collègues au rôle joué lors de la grève étudiante ⁶⁸. « Des bruits, rumeurs, cancans, ragots circulent dans les rues de Moncton, dans les couloirs, les salons, les taxis peut-être, et qui disent que s’il n’y avait pas cette poignée de sociologues, on pourrait retrouver le calme des années des collèges d’antan ⁶⁹ ».

Professeurs et étudiants s’activèrent pour renverser la décision du recteur. Les professeurs licenciés circulèrent dans les salles de classe pour expliquer les derniers événements aux étudiants en sciences sociales. Après avoir rencontré les professeurs et les étudiants du Département de sociologie, et après une discussion avec Adélarde Savoie, l’APUM décida en réunion spéciale, le 1er avril, d’exiger du recteur l’annulation des avis de congédiements des quatre professeurs de sociologie : le recteur n’avait en effet respecté aucun des critères élémentaires d’éthique académique en refusant d’entendre les parties en cause et en menant une enquête tout à fait sommaire. Le ton de la lettre publique envoyée au recteur ne laissait planer aucun doute des sentiments de ses rédacteurs (Paul Germain, professeur à la Faculté de sciences et génie, est alors président du comité exécutif). Le blâme était sans équivoque tout comme il était sans appel. Trouvant néanmoins sage de demander la constitution d’un comité d’arbitrage, l’APUM se tournait vers un tiers parti, à savoir l’Association canadienne des professeurs d’université (ACPU) - inspiré sans doute par le précédent de l’Université du Nouveau-Brunswick, l’ACPU ayant adopté un vote de blâme à l’endroit du recteur et du bureau de l’université pour la manière avec laquelle ils avaient géré le licenciement du professeur Strax ⁷⁰. La section de sociologie approuvait cet

⁶⁷ Alain Even, Guy Denis, J.-P. Pagnotta, J.-P. Hauteceur, Carmelle Benoit (représentants du deuxième cycle) et Martine Michaud (représentante du premier cycle), « Communiqué de presse », pp. 6-7.

⁶⁸ « L’Université de Moncton a décidé vendredi de licencier quatre professeurs de sociologie », *L’Évangéline*, 31 mars 1969, p. 1.

⁶⁹ Alain Even, cité dans « Les motifs sont politiques », *L’Évangéline*, 2 avril 1969, p. 1.

⁷⁰ John Braddock, « The Strax Affair », dans Tim Reid et Julyan Reid, dir., *Student Power and the Canadian Campus*, pp. 115-125.

arbitrage ⁷¹. Elle encourageait aussi les efforts de l’APUM en vue de la formation d’une Commission spéciale d’enquête sur l’enseignement des sciences sociales à l’Université de Moncton.

Des échos de ces événements parviennent aux oreilles des sociologues en dehors de la province. L’Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF), exigeait elle aussi une enquête publique. Une pétition circulant auprès des professeurs de l’Université Laval ramassait plusieurs adhésions prestigieuses ⁷². Les signataires exprimaient leur solidarité avec leurs collègues de Moncton et protestaient des méthodes douteuses adoptées par l’administration ⁷³. Les étudiants de sociologie de l’Université Laval et l’Union des étudiants de l’Université du Nouveau-Brunswick s’indignaient également de ces congédiements ⁷⁴. Enfin, 37 professeurs de sociologie, 21 de l’Université de Montréal et 16 de l’Université McGill, s’insurgeaient contre les « méthodes irrégulières » ayant menés au renvoi de leurs collègues de Moncton ⁷⁵.

Quant à la perception des principaux acteurs étudiants, c’était celle d’un État policier, dont l’Université représentait la cheville ouvrière servile. La politique que servait cette dernière était celle de l’endocinement, afin d’endormir les consciences et de préserver le statut quo. On criait à la répression. On accusait le recteur d’encourager un suicide collectif. On annonçait la fin de l’Université de Moncton. Plus concrètement, la FEUM exigeait la réintégration immédiate des professeurs congédiés dans le corps professoral ; se proposait d’informer la population de la situation dans laquelle se retrouvait le Département

⁷¹ « La section de sociologie répond à son tour à Me Adélarde Savoie », *L’Évangéline*, 5 avril 1969, p. 1. Aussi, Clément Trudel, « Les quatre professeurs approuvent la demande d’une enquête publique », *Le Devoir*, 7 avril 1969, p. 3.

⁷² Dont, chez les sociologues, celles de Fernand Dumont, Jean-Paul Montmigny, Gérald Fortin, Marc Adélarde Tremblay, Marc-André Lessard, Aldred Dumais, Nicole Gagnon, André Lux, Pierre Saint-Arnaud et Alfred Schwartz.

⁷³ « Les messages de protestation continuent à affluer à l’Université de Moncton », *L’Évangéline*, 7 avril 1969, p. 3.

⁷⁴ « Appuis de Laval, de l’UENB, etc. », *L’Évangéline*, 2 avril 1969, p. 1.

⁷⁵ « Trente-sept professeurs de sociologie montréalais protestent contre le renvoi de leurs quatre collègues de Moncton », *L’Évangéline*, 23 avril 1969, p. 3.

de sociologie ; votait l’organisation d’un débat entre étudiants, administrateurs et professeurs ; tâchait de faciliter l’inscription des étudiants qui pourraient se voir refuser l’admission à la prochaine année académique ; appuyait l’exécutif de l’APUM afin d’obtenir la médiation de l’ACPU ; appuyait aussi le Conseil de l’École des sciences dans sa tentative d’obtenir le renvoi du doyen.

Cet affront à la liberté de pensée et la liberté d’expression confirmait les pires soupçons des leaders étudiants. « L’université devient donc un organisme de fabrication de produits finis (d’idiots spécialisés), au service de l’institution sociale, économique et politique, de l’État ⁷⁶ ». Le langage, qui avait déjà atteint des seuils dans l’extrémisme, s’emparait de la notion de totalitarisme pour qualifier ce nouveau coup de force du recteur. L’entête de l’édition du 1er avril de *La Moustache* liait, en visant la moustache de l’un et l’autre, les portraits d’Adolph Hitler et d’Adélard Savoie. On ne se contentait plus de souligner l’attitude dictatoriale et intransigeante de l’administration, on la qualifiait de « tendance fasciste ». Le 30 mars, les étudiants en sociologie et en économie décidaient de tenir une réunion d’urgence sur les moyens à prendre pour éviter la démission forcée des professeurs. La conclusion des discussions est claire : « Notre administration “bourgeoise”, écrivait Jean-Marie Tremblay dans l’édition de la *Moustache* du lendemain, s’empresse de détourner la recherche en Sciences Humaines, et spécialement en sociologie - pour le moment - pour empêcher que l’on mit en question l’ordre social, pour empêcher de nous poser certaines questions aussi fondamentales que notre existence elle-même ⁷⁷ ». L’administration était affublée des qualificatifs de « stupide », « bornée », de « rapace » - mais aussi, les leaders étudiants ne l’oubliaient pas, de « puissante ». On menaçait de « tuer » cette « racaille » afin de sortir d’un état de « servitude ». Cherchant à faire une entrevue avec Aurèle Young, doyen des sciences sociales,

⁷⁶ Jean-Marie Tremblay, « Mort d’une “stupide” administration », *La Moustache*, 30 mars 1969, p. 4. Et encore, le lendemain : « L’attaque lancée contre le secteur de sociologie est le cas typique de l’anéantissement de l’opposition, de toute critique possible, et de la force historique d’émancipation et de l’amélioration de la condition humaine » (Jean-Marie Tremblay, « Contestation de notre administration », *La Moustache*, 31 mars 1969, p. 9).

⁷⁷ Jean-Marie Tremblay, « L’administration de l’Université de Moncton, une police des mœurs », *La Moustache*, 31 mars 1969, p. 1.

pour connaître son opinion sur la crise en cours, et celui-ci se défilant en prétextant ne rien savoir et se fier entièrement aux décisions du recteur, Paul-Eugène Leblanc pouvait s’exclamer : « Nous sommes retournés [chez nous] avec la conviction que le Doyen des Sciences Sociales est un incompetent, un ignorant et un impotent ⁷⁸ ». Et de rajouter plus bas, comme si la coupe n’était pas pleine, « une ratatouille » ! Le populisme de Michel Blanchard, directeur de *L’Insecte*, était encore plus cru, s’il se peut : les Acadiens sont des « bozos », la société « nous » « détruit », l’université est une « farce », etc. ⁷⁹. Quant à Pierre Bluteau, rédacteur en chef de *La Moustache*, il écrivait sans sourciller : « L’Université de Moncton est morte le 28 mars 1969. Une Administration incompetente, cave, écoeurante, crapuleuse et maudite lui a assené les derniers coups de marteau sous les yeux d’un peuple aussi amorphe qu’aplaventrisme ⁸⁰ ».

Les étudiants les plus militants avaient saisi la place et le rôle que la sociologie pouvait jouer dans l’expression de leur révolte. Ils voyaient en elle « la conscience d’une société sous-développée ⁸¹ ». Derrière les tentatives de l’asservir, ils accusaient un effort pour freiner, sinon arrêter tout à fait leurs volontés de réforme. Lorraine Doucet, par exemple, appréhendait la fin prochaine de l’Université de Moncton aussi sûrement, écrivait-elle, que si le recteur avait mis le feu aux édifices. Si le Département de sociologie avait été aussi clairement visé, c’était, à ses yeux, parce que la sociologie permettait une ouverture au monde et une largeur de vue qui faisaient peur à la petite élite universitaire. Serge Létourneau, pour sa part, appréhendait derrière cette première purge d’autres répressions à venir ⁸².

À la grande assemblée organisée par les étudiants dans la cafétéria du Pavillon Taillon le soir du 1er avril, les professeurs congédiés et

⁷⁸ Paul-Eugène Leblanc, « Chasse à Young », *La Moustache*, 31 mars 1969, p. 4.

⁷⁹ Voir, entre autres, Michel Blanchard, « Quatre nouveaux “bozos” », *La Moustache*, 11 avril 1969, p. 2.

⁸⁰ Pierre Bluteau, « Éditorial : (\$” ;(/,”)) “*//&, “”’* ?\$) », *La Moustache*, 18 avril 1969, p. 2.

⁸¹ « Communiqué de presse de la FEUM », 11 avril 1969, p. 7.

⁸² Lorraine Doucet, « L’Université de Moncton : une extension de Vanier ? », *La Moustache*, 1er avril 1969, p. 10-11, et Serge Létourneau, « Opinion du lecteur », *La Moustache* 1er avril 1969, p. 12.

l’administration eurent la chance de s’expliquer. Les délégués du recteur étaient imperturbables. Reprenant les arguments énoncés dans une lettre de Savoie envoyée à Paul Germain, ils se bornaient à souligner le caractère institutionnel de la décision et renvoyaient le tout au Sénat académique. À leurs yeux, une réforme du programme de maîtrise s’imposait « dans les plus brefs délais ⁸³ ». Mais toute cette affaire semblait, aux yeux de plusieurs observateurs, d’autant plus absurde que le Sénat académique avait approuvé quelque temps plus tôt, en 1967, le programme de maîtrise.

Le recteur avait invoqué les qualifications académiques des professeurs de sociologie pour justifier leur renvoi ⁸⁴. Mais plusieurs professeurs de l’Université de Moncton étaient aussi peu, sinon beaucoup moins qualifiés qu’eux. C’est pourquoi, pour donner plus de poids à sa décision, Adélarde Savoie écrivait dans une lettre envoyée aux professeurs démis avoir reçu l’aval des doyens de la Faculté des sciences sociales de l’Université Laval et de l’Université de Montréal, respectivement, Yves Dubé et Philippe Garigue, et insistait sur l’objectivité de l’enquête ayant finalement mené au renvoi des quatre professeurs. Les questions posées aux doyens de Laval et Montréal étaient claires ⁸⁵ : « 1) Comment un étudiant ou un diplômé en sociologie de notre université serait-il classifié dans votre faculté ? » 2) « Accepteriez-vous l’un ou l’autre de nos professeurs pour enseigner la sociologie au niveau de la maîtrise à votre faculté ? » 3) « Quelle recommandation feriez-vous à l’Université de Moncton en ce qui touche la sociologie ? » Les extraits des appréciations reçues ne laissaient aucun doute de la piètre estime que les deux doyens entretenaient pour la sociologie enseignée à Moncton. Philippe Garigue n’y allait pas par quatre chemins : « Il est urgent, affirmait-il, pour l’avenir des étudiants inscrits à cette maîtrise ainsi que pour tout développement futur de la sociologie à l’Université de Moncton, que vous arrêtiez le plus tôt possible ce programme [...] Je me permets de souligner qu’il y va de la réputation de l’Université de Moncton à ne pas permettre une telle

⁸³ « Le Doyen Dubé n’a pas recommandé la mise à pied des quatre professeurs de l’U. de M. », *L’Évangéline*, 2 avril 1969.

⁸⁴ « Les licenciements à Moncton », *Le Devoir*, 2 avril 1969, p. 16.

⁸⁵ Les lettres aux deux doyens furent envoyées les 17 et 18 mars 1969. Savoie reçut leurs réponses les 20 (Dubé) et 24 mars (Garigue).

situation pour une autre année ⁸⁶ ». Il qualifiait même, dans des extraits rendus publics, le Département de sociologie de « furoncle ».

Cependant, certains éléments donnaient raison aux leaders étudiants de flairer le caractère arbitraire de la décision et de soupçonner l’apparente hypocrisie du recteur dans cette affaire. Non seulement les deux évaluateurs de Québec et Montréal n’avaient, pour assurer leur jugement, qu’une copie de l’Annuaire de l’Université (ce qui veut dire que le contenu même des cours leur demeurait inconnu) et des pièces d’information fournies par le recteur, mais on n’avait pas même daigné consulter en cette affaire le Conseil de l’École des sciences sociales. Quant aux professeurs, il était évident qu’ils n’avaient eu aucun mot à dire pour se défendre. Ce n’était pas tout. Les lettres ne parlaient pas de l’ensemble du curriculum de sociologie mais seulement du programme de deuxième cycle. S’il fallait arrêter celui-ci, on se demandait pourquoi cela entraînerait automatiquement la fermeture d’un département au complet. Ensuite, on se demandait pourquoi, le Département de sociologie ayant été soumis à ce processus d’évaluation, il n’en avait pas été de même pour les autres départements, écoles et facultés de l’Université. Qu’est-ce qui justifiait un tel traitement spécial ? En quatrième lieu, on notait la précipitation avec laquelle avait été menée l’enquête, laquelle s’étirait sur une semaine à peine (du 17 au 21 mars).

Enfin, dernier point, et c’était peut-être le plus capital aux yeux de nombreux professeurs - parce que le plus révélateur des procédés de Savoie - la transparence et l’objectivité du processus d’évaluation n’étaient qu’apparentes. Bien sûr, l’administration protestait qu’il ne s’agissait pas d’éliminer l’enseignement de la sociologie à Moncton, mais simplement de la remettre en question, et ce « sur l’avis des personnes compétentes, à savoir les doyens des Sciences Sociales de Montréal et Laval ⁸⁷ », mais cet avis, justement, elle ne l’avait jamais eu. D’une part, le doyen Dubé niait avoir jamais recommandé le ren-

⁸⁶ « Me Adélarde Savoie justifie la décision prise par l’administration de l’Université de Moncton », *L’Évangéline*, 3 avril 1969, p. 1.

⁸⁷ Communiqué de l’Administration de l’Université de Moncton, cité dans « Deux incendies hier soir sur le campus de l’Université », *L’Évangéline*, 1 avril 1969, p. 1.

voi des quatre professeurs, et, en outre, n’avoir jamais donné son avis qu’à titre personnel et privé. Pressé de mettre un terme au mécontentement au sein même de sa Faculté (une pétition circulant, comme nous l’avons mentionné, à l’Université Laval, qui remettait son rôle en question), Dubé refusait non seulement de sanctionner les jugements de Savoie, mais il subodorait lui aussi, dans ces événements, une volonté de dépolitiser les sciences sociales en fermant un département turbulent (ainsi rappelait-il l’importance de la contestation dans une société moderne, en Acadie comme ailleurs) ⁸⁸. D’autre part, Philippe Garigue avait bel et bien écrit que le Département de sociologie assurait une formation de piètre qualité, mais son appréciation était en partie biaisée. N’était-il pas un ami d’Adélarde Savoie et n’avait-il pas avec ce dernier des contacts qui débordaient ceux imposés par leurs fonctions respectives ? N’était-il pas membre du bureau des gouverneurs de l’Université de Moncton ? On ne pouvait tout de même pas, murmurait-on, attendre de Garigue un jugement totalement détaché, d’autant plus que Savoie connaissait très bien les idées du Doyen de la Faculté des sciences sociales de l’Université de Montréal en ce qui concerne les qualifications académiques des professeurs : un doctorat était pour lui une qualification préalable de base. À l’Université de Montréal, il avait orchestré au début des années 1960 le renvoi de maints professeurs (dont celui du sociologue Hubert Guindon, destiné à une brillante carrière) qui n’avaient pas de diplôme de troisième cycle. Garigue entretenait par ailleurs une méfiance spontanée à l’égard des interprétations « à-la-Marcuse » des sciences sociales et le prophétisme camouflé sous des extérieurs scientifiques ⁸⁹.

⁸⁸ « Le Doyen Dubé n’a pas recommandé la mise à pied des quatre professeurs de l’U. De M. », *L’Évangéline*, 2 avril 1969, p. 1.

⁸⁹ Clément Trudel, « L’affaire Savard. Le Doyen Garigue admet qu’il y a eu un “certain chantage” », *Le Devoir*, 10 avril 1969, p. 6. Comme nous l’avons mentionné plus haut, des étudiants en sciences sociales de l’Université de Montréal iront jusqu’à monter un « dossier Garigue », intitulé De Duplessis à Garigue, dans lequel ils le présenteront comme « un des membres les plus influents de la mafia universitaire ».

Even n’avait pas de doctorat, il est vrai ⁹⁰. Il détenait cependant, affirmait-on pour le défendre, en plus d’une licence en sociologie, une licence en sciences économiques, et avait terminé la première année du programme de troisième cycle en sociologie ⁹¹. Les qualifications académiques des autres professeurs renvoyés ne semblaient pas en dessous de la moyenne de leurs collègues. Si le Département de sociologie de l’Université de Moncton n’avait pas encore réussi à embaucher un professeur détenteur d’un doctorat, cela était dû, avançaient plusieurs, à la conjoncture générale plutôt qu’à du laxisme ou de la mauvaise volonté : en une période d’embauches massives partout au Canada, et alors que le Nouveau-Brunswick ne comptait pas de programme de troisième cycle francophone en sociologie, les candidats potentiels préféraient postuler dans les universités prestigieuses ou celles où ils avaient complété leurs études ⁹².

Savoie promettait de faire venir deux sociologues de l’Université Laval et deux sociologues de l’Université de Montréal afin qu’ils puissent étudier la situation de près et faire éventuellement des re-

⁹⁰ Il était cependant en voie de l’obtenir. Sa thèse sera déposée en 1970 : Le territoire pilote du Nouveau-Brunswick ou les blocages culturels au développement économique, thèse de doctorat en Économie du développement, Faculté de droit et des sciences économiques, Université de Rennes.

⁹¹ Quoique l’honneur est discutable, compte tenu de la composition du jury, notons que Even, avait été nommé, avec cinq autres collègues (dont G. McGowan), professeur de l’année en 1967-1968) par le Comité éditorial de La Moustache. En 1969, c’était au tour de Jean-Paul Hauteceur de recevoir cette distinction, en compagnie de quatre autres collègues de la Faculté des arts. Quant à Sarkany, il vaut la peine de noter qu’il était boursier du Conseil des arts du Canada et auteur d’un livre édité en France (Paul Morand et le cosmopolitisme littéraire, Paris, Klincksieck, 1968).

⁹² « Les motifs sont politiques », L’Évangéline, 2 avril 1969. La proportion des professeurs détenteurs de doctorats au sein du corps professoral de l’Université de Moncton était de seulement 6 % lors de la première année de l’Université, en 1963- 1964, avant de grimper à 25 % en 1969-1970, puis à 53% en 1973-1974. Voir Clément Cormier, L’Université de Moncton, historique, chap. IX. Une telle situation n’est certes pas unique à Moncton. À l’UQAM, par exemple, seule une minorité des premiers professeurs du Département de sociologie possédaient un doctorat en 1969 (soit trois professeurs sur 23). Voir Mathieu Albert et Paul Bernard, « Faire utile ou faire savant ? La “nouvelle production de connaissances” et la sociologie universitaire québécoise », Sociologie et sociétés, vol. XXXII, no 1 (2000).

commandations à l’administration. Cette promesse restera lettre morte. Qu’à cela ne tienne, il pouvait au moins compter sur « l’appui total » de l’association des Anciens et Amis de l’Université de Moncton - laquelle mettait en doute, d’un même souffle, la représentativité de l’APUM ⁹³. Même après les dénégations du doyen Dubé, Jacques Filteau, par exemple, déclarait : « On a souvent reproché à l’Administration de l’Université de ne pas poser de geste lorsque cela était devenu nécessaire, pour lui reprocher maintenant d’avoir agi sur la foi d’une enquête menée par des experts. Si on avait un reproche à faire à l’Administration, ce serait d’avoir rendues publiques les raisons qui ont motivé leur décision ⁹⁴ ». Ce genre d’opinions ne sera pas affecté quand Philippe Garigue nia plus tard avoir jamais qualifié le Département de sociologie de Moncton de « furoncle », ni avoir jamais recommandé le renvoi des quatre professeurs.

Le 17 avril, les représentants de l’Association canadienne des professeurs d’université (ACPU), une association regroupant 11 000 professeurs dispersés dans près de 40 universités, rencontraient l’administration, les professeurs congédiés, des membres de l’APUM et la Fédération des étudiants. Un verdict de blâme pouvait avoir des conséquences sérieuses sur l’Université de Moncton et l’administration préférait les accueillir officiellement tout en leur rappelant que le pouvoir de trancher dans le débat ne leur appartenait pas. Louis-Philippe Taschereau, professeur de droit à l’Université de Montréal, et Archie Malloch, professeur de littérature à l’Université McGill, terminèrent à la mi-mai la rédaction de leur rapport. Blâmant sévèrement l’administration, ils « trouvaient inéquitable pour les quatre enseignants la décision de les avertir de la terminaison de leur contrat avec si peu de préavis [...] Cette décision était également inéquitable pour les étudiants de ce programme qui constataient la disparition du corps enseignant sans que l’administration n’ait prévu de remplacement [...] le recteur devrait songer à reprendre les quatre personnes pour la prochaine année afin de protéger les intérêts des étudiants et du corps enseignant et de s’allouer, à l’université et à lui-même, plus de temps pour procéder à une enquête en bonne et due forme sur toute la ques-

⁹³ « L’école des Sciences sociales : l’Association des anciens accorde son appui total à l’administration de l’U de M », *L’Évangéline*, 9 avril 1969, p. 1.

⁹⁴ Jacques Filteau, « Une partie à quatre », *L’Évangéline*, 9 avril 1969, p. 4.

tion de l’enseignement de la sociologie à Moncton ⁹⁵ ». Le recteur ne daigna pas accuser réception du rapport.

Alors que les étudiants ont ouvertement affiché leur support aux professeurs congédiés et à la place générale de la sociologie à l’université (le 29 avril, les étudiants organisèrent une manifestation en signe d’appui aux professeurs licenciés), les membres du Sénat académique ne donnaient pas l’impression d’être réellement intéressés par la question de l’avenir de la discipline sociologique. Plutôt, les protestations et les manifestations continues organisées par les étudiants sur le campus mobilisaient le meilleur de leur énergie. Ainsi, lors d’une de leurs réunions, discutèrent-ils pendant une heure des moyens de canaliser, sinon d’empêcher la contestation étudiante, et à peine dix minutes à la situation de la sociologie à Moncton. Signe de leur inquiétude et de leur énervement, J. Louis Lévesque, chancelier de l’Université, annonçait que, advenant la poursuite des démonstrations étudiantes, il faudrait peut-être songer à convertir les bâtiments universitaires en prison ⁹⁶.

Selon Médard Collette, à l’époque vice-recteur à l’administration, la réaction des dirigeants de l’Université doit surtout être lue comme un symptôme de leur inexpérience. Une atmosphère de paranoïa régnait au sein de l’administration : plusieurs voyaient des complots étudiants partout et s’imaginaient les associations étudiantes infiltrées par des agitateurs communistes. Adélarde Savoie, qui avait été agressé physiquement par des étudiants et qui se trouvait relativement pris au dépourvu par le vent de révolte, faisait face à de nombreuses pressions de la part des groupes les plus divers. Lors de l’occupation du pavillon des sciences, le premier ministre, Louis Robichaud, aurait en effet confié au recteur de Moncton son appui à la fermeture temporaire de l’Université. « Je peux couper les subventions demain matin ». A quoi le recteur aurait répondu : « Écoute, Louis, tu peux pas faire ça, ce

⁹⁵ Louis-Philippe Taschereau et Archibald Malloch, Le cas de la sociologie à l’Université de Moncton, Ottawa, ACPU, 15 mai 1969, p. 4-5.

⁹⁶ « La FEUM s’élève contre les délais imposés aux étudiants », *L’Évangéline*, 29 avril 1969, p. 7.

sont nos meilleurs étudiants. C’est comme ça partout ⁹⁷ ». Aussi, il est important de rappeler que le recteur, (que des étudiants militants considéraient comme un « dictateur »), faisait figure, pour d’autres acteurs de la vie sociale et politique, de « modéré ».

Si ce n’était du fait que la sociologie était devenue une sorte de boucémisère ⁹⁸, on aurait pu miser sur les professeurs en place pour renforcer les structures et l’enseignement du Département. L’exemple de l’Université Laval, laquelle avait choisi, dans les années 1950, d’envoyer ses professeurs compléter leurs études doctorales à l’étranger, traçait une voie possible à suivre, d’autant plus que cette voie avait été largement couronnée de succès. À Moncton, la tournure des événements ne permettait pas un tel dénouement. Cela compromettait aussi bien l’avenir de la sociologie que, plus largement, le devenir de l’ensemble des sciences sociales à Moncton puisque, l’École de sciences sociales comptant seulement une douzaine de professeurs, le départ de quatre d’entre eux représentait une véritable saignée. C’est en pensant aux conséquences plus large du geste du recteur que des professeurs de sciences sociales de l’Université McGill qualifiaient de « gaspillage » le non-renouvellement de contrats des coopérants français et qu’ils soulignaient qu’un « département de sociologie doit commencer par être faible avant d’être fort ⁹⁹ ».

Le cas du Département de sociologie réglé, on passa aux étudiants les plus militants : ils ne seraient pas les bienvenus pour poursuivre leurs études à Moncton l’année suivante. Ronald Cormier, inscrit à la maîtrise en sociologie en 1968, était parti en France étudier le journalisme ; il n’avait donc pu encourager directement la grève. Avant son départ, il avait toutefois joué un rôle de premier plan dans toutes les luttes étudiantes. À son retour au pays, en mai 1969, il avait écrit un

⁹⁷ Médard Collette, Entrevue, 24 février 2006 ; Rhéal Bérubé, Entrevue, 28 février 2006 ; Michel Cormier, Louis Robichaud, *la révolution acadien*, Montréal, Leméac, 2004, p. 290.

⁹⁸ Alain Even, Entrevue ; Michel Blanchard, Entrevue, 23 août 2005.

⁹⁹ « Trente-sept professeurs de sociologie montréalais protestent contre le renvoi de leurs quatre collègues de Moncton », *L’Évangéline*, 23 avril 1969, p. 3.

article incendiaire intitulé « L’université et la prostitution ¹⁰⁰ ». Le cas de Michel Blanchard, devenu persona non grata, est facile à comprendre. Quant à Jean Cormier, l’histoire de son ostracisme est cocasse (et semblait révéler encore une fois, aux yeux de maints étudiants, l’amateurisme de l’administration), puisqu’il se fit ordonner, par une lettre, de quitter le campus dans les 24 heures, alors qu’il avait été officiellement inscrit au cours d’été depuis trois semaines (il recevra quelques jours plus tard une autre lettre l’informant que la première était une erreur et qu’il pouvait assister comme prévu à ses cours, mais qu’il ne lui était pas permis de fréquenter les couloirs du Pavillon Taillon, où se trouvaient les bureaux de la fédération des étudiants). La « purge » incluait aussi Gilles Saint-Arnaud, ainsi que cinq autres étudiants dont nous n’avons pu retracer les noms ¹⁰¹. Une injonction de la Cour suprême confirmera l’impossibilité légale pour Michel Blanchard de visiter le campus ¹⁰² ; son insistance à occuper les lieux pendant tout le mois d’octobre suivant le conduira en prison.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Rabaissée au statut de secteur, la discipline sociologique sera rattachée au Département de science politique. Parent pauvre d’une École comprenant un Département d’économie, un Département de service social, un Département de science politique et un Département de psychologie, le secteur sociologie traversa un long purgatoire. À la fin de l’été 1969, l’Université embauchait un nouveau professeur de sociologie, Baliah Naidu, « anciennement de la Sorbonne », dont la conception du rôle de la discipline tranchait franchement avec celle de ses prédécesseurs congédiés : « la sociologie en elle-même n’est pas

¹⁰⁰ Ronald Cormier, « L’université et la prostitution », *La Moustache*, 10 juillet 1969, pp. 10-11.

¹⁰¹ « LA FEUM accuse la direction de l’U de M de “faire une purge” », *L’Évangéline*, 23 juillet 1969, p. 1.

¹⁰² « Une injonction de la Cour suprême interdit le campus de Moncton à Michel Blanchard », *L’Évangéline*, 6 août 1969, p. 3.

une méthode d’action ¹⁰³ ». Camille-Antoine Richard, en congé d’étude à Québec où il complétait une thèse (qui ne vit jamais le jour) avec Fernand Dumont sur la genèse de la conscience historique acadienne, ne fut pas réinvité à enseigner à Moncton. Quant à Even, il aurait pu être réembauché à la condition de se dissocier des propos et agissements de son collègue Hauteceur mais, devant ce chantage, il préféra refuser : « je ne mange pas de ce pain là ¹⁰⁴ ».

En 1972, l’on réintroduisait un programme intégré de sociologie (le majeur) ¹⁰⁵ sous la gouverne de Muriel Roy ¹⁰⁶, arrivée la même année. Le 11 juin 1974, cinq longues années après la crise, la sociologie était élevée à nouveau au rang de département. La même année Département cherchait à convaincre les instances universitaires du « besoin impérieux » d’établir un programme de spécialisation en sociologie. Il était alors le seul à ne pouvoir offrir plus qu’un baccalauréat avec majeur. Le projet fut mis sous le boisseau. En 1975, les professeurs revenaient à la charge, soulignant le fait que les inscriptions en sociologie aient augmenté de six en 1973, de 16 en 1974 et de 22 en 1975. On sentait un regain d’intérêt pour la discipline après les an-

¹⁰³ Voir « 1400 inscriptions à l’Université de Moncton », L’Évangéline, 26 août 1969, p. 3, ainsi que Sociologie. Programmes préparés par S.B. Naidu, Archives de l’Université de Moncton, campus de Moncton, Centre d’études acadiennes, 21 novembre 1972, p. 3, C4-D-008.

¹⁰⁴ Camille-Antoine Richard, Entrevue ; Alain Even, Entrevue.

¹⁰⁵ Ayant été sollicité pour écrire un rapport sur la situation du Département de sociologie, Hubert Guindon (lequel avait participé aux débats autour de l’implémentation d’un programme de deuxième cycle à son université) avait insisté sur la nécessité d’une telle formation dans une société moderne (Hubert Guindon, « Rapport du comité de sociologie », La Commission de planification académique de l’Université de Moncton, vol. 2, 1971.). Ce rapport avait été bien accueilli par les professeurs de sociologie, lesquels s’en servirent pour promouvoir la cause de leur discipline à Moncton.

¹⁰⁶ Muriel Roy, formée en sociologie et démographie à l’Université de Montréal, notamment sous la supervision de Jacques Henripin, fut la principale architecte de la restructuration du Département de sociologie de l’Université de Moncton, pendant la première partie des années 1970. Elle fut aussi directrice du Centre d’études acadiennes durant les années 80. Elle est coauteure, avec Jean Laforest, d’un rapport sur la crise du Parc Kouchibouguoc, mandaté par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, ainsi d’un autre ouvrage, cette fois-ci avec Jean-William Lapierre, sur l’Acadie, publié aux PUF.

nées tumultueuses qui suivirent la fermeture du département. Ainsi, le nombre d’étudiants-cours atteignaient 853 en 1975 ; alors que ce nombre plafonnait à 783 en géographie et à 571 en philosophie. Les quatre professeurs réguliers faisaient aussi valoir que les étudiants tentés par la maîtrise devaient suivre, dans l’université de leur choix, une propédeutique, qu’un tel diplôme augmenterait leur chance de trouver du travail au sortir de l’université, que la spécialisation était normalement exigée par les organismes subventionnaires, que les professeurs trouveraient plus facilement des assistants pour les seconder dans leurs projets de recherche, que cela favoriserait un meilleur climat intellectuel et, enfin, que cela permettrait de former des chercheurs qui pourraient éventuellement revenir enseigner dans leur alma mater.

Tranquillement, grâce aux efforts des nouveaux venus (on engagea progressivement plusieurs professeurs prometteurs, dont Isabelle McKee Allain, Greg Allain, Madelaine Trottier, Serge Côté, Jean-William Lapierre, Mourad Ali-Khodja et Martin Mujica ¹⁰⁷, le Département reprenait vie. Si la volonté de mieux connaître la réalité du milieu acadien n’avait pas disparu (à preuve la création des cours Sociologie de la société acadienne I et II ¹⁰⁸), elle s’enchâssait désormais dans une perspective plus étroitement fonctionnaliste, éloignée de l’ancienne vision critique de l’ordre social, ce qui se traduira par une insistance plus grande sur le caractère détaché et objectif de la pratique sociologique. L’analyse du milieu trouvait d’abord sa pertinence dans la capacité de le « développer », c’est-à-dire de l’adapter aux conditions nouvelles liées à l’industrialisation et à l’urbanisation du Nouveau-Brunswick. « La sociologie en tant que discipline qui étudie la vie de l’homme en société a une pertinence indéniable en ce qui concerne la collectivité acadienne. La connaissance systématique et scientifique de cette population que l’Université de Moncton est appelée à desservir, sa structure, ses institutions, son mode d’insertion dans

¹⁰⁷ Muriel K. Roy, entrevue, 14 septembre 2005. Fait à noter, seulement deux de ces professeurs, Côté et Lapierre, possèdent un doctorat durant la décennie 70.

¹⁰⁸ On notera aussi une recherche bibliographique sur la société acadienne par Madelaine Trottier et une étude systémique de l’Acadie contemporaine par Jean-William Lapierre. En 1977 paraît un numéro spécial de la Revue de l’Université de Moncton (vol. 10 no 1) regroupant (sans thème commun toutefois) plusieurs auteurs de la Faculté des sciences sociales et du comportement.

la société globale environnante, sa dynamique sociale ; voilà autant de facettes de la société acadienne dont l’étude et l’analyse n’ont été qu’entamées ¹⁰⁹ ».

À l’évidence, l’École des sciences sociales, sous la direction d’Aurèle Young, n’était pas devenue le « pénitencier » que certains étudiants imaginaient. Le départ des professeurs ne représentait pas une seconde « déportation ». L’Université de Moncton n’était pas une institution tout entière rétrograde. Les professeurs ayant décidé de continuer à y enseigner n’étaient pas des « moutons » et des « prostitués ». « L’assassinat de la sociologie à Moncton » ne voulait pas dire que la société acadienne devait « retourner à son passé de grande noirceur ¹¹⁰ ». Il n’en reste pas moins que, pour la sociologie, le temps de la reconstruction sera long et laborieux.

La crise de la sociologie à l’Université de Moncton fut essentiellement politico-épistémologique : c’est dans la conjonction d’une manière nouvelle d’envisager la réalité sociale et d’un engagement plus radical envers le groupe national que cette discipline est devenue, pour l’administration universitaire, objet de méfiance. En 1970, il fallait, affirmaient les élites acadiennes, formuler une théorie plus positive et plus fonctionnaliste des rapports sociaux afin que cesse l’alliance objective de la sociologie avec certaines luttes politiques. Le coup de force fut en grande partie réussi. Jamais plus la sociologie ne serait au Nouveau-Brunswick le fer de lance d’une révolution socialisante. Politique, cependant, elle le demeurerait, mais selon une approche et des principes qui ne dérangeraient pas autant les pouvoirs établis. Prise dans un rapport de force qu’elle ne maîtrisait pas, la sociologie de 1969 a pâti de son propre parti pris : si toute science sociale est nécessairement engagée, comme elle osait le prétendre, il fallait s’attendre à ce que l’administration de l’Université de Moncton choisisse une épistémologie qui convienne à sa politique.

¹⁰⁹ Muriel K. Roy, Projet en vue de l’établissement d’un baccalauréat avec spécialisation en sociologie soumis au Comité des programmes de l’Université de Moncton, Archives de l’Université de Moncton, campus de Moncton, Centre d’études acadiennes, 28 novembre 1975, p. 3, C4-D-019.

¹¹⁰ « Sans la sociologie, l’Acadie retournera à son passé de grande noirceur – Alain Even », *L’Évangéline*, 30 avril 1969, p. 1.

“L’Université, l’universitaire et la Cité”

Alain Even ¹¹¹

Introduction – Extrait de la Conférence

Les premiers contacts concernant cette dernière intervention en qualité d’enseignant à Rennes 2 (ma retraite court à compter de ce dimanche 1^{er} octobre) m’avaient fait part de l’intérêt de quelques collègues formant « comité de pilotage » pour d’ultimes réflexions sur notre métier.

J’ai décliné l’invitation craignant le pire en matière de poncifs....

Après quelques hésitations j’ai pris le parti de réfléchir avec vous du métier d’universitaire et de l’Université au regard de ce que l’on peut tisser comme liens avec la Cité, ce qui a toujours été pour moi la première exigence.

Préparer cet exposé a été l’occasion de faire le point sur un parcours de 40 ans, merci aux initiateurs de m’avoir contraint à cette rétrospective.

Cette conviction que l’Université et la cité, la Société, sont intimement liées est née au tout début d’une carrière qui n’aurait pas dû être. Les plus intimes d’entre vous savent bien que j’ai été universitaire par accident et que c’est à l’Université de Moncton, où j’ai fait mes premières armes en septembre 1966, que j’ai forgé mes premières convictions :

¹¹¹ Conférence prononcée à l’occasion de la « cérémonie » de départ en retraite, UFR des Sciences Sociales, Université de Rennes 2, le 28/9/2006

Etudiant, plutôt engagé, il me semblait que les enseignements diffusés par l’Université dans les années 1960 ne proposaient guère de clefs de lecture à la compréhension du monde et que les vrais questionnements étaient ailleurs.

Parachuté à l’Université de Moncton pour y enseigner des Sciences Sociales, j’ai été très vite confronté au bien fondé de l’existence même de cette petite Université créée pour et par la Communauté acadienne minoritaire, d’où le titre de mon premier article : « Une université sous développée dans une région défavorisée ».

La raison première de l’Université était d’être au service des populations acadiennes de langue française immergées dans des provinces atlantiques à dominante anglophone et surtout, acte militant, d’avoir une fonction identitaire mobilisatrice et de contribuer au développement de la communauté acadienne en produisant des élites pour ne pas être totalement dominés par les « maudits anglais ».

Première conviction : l’université est le produit de la Société et a une responsabilité vis-à-vis de la Cité, elle ne peut se penser hors du monde, elle a sa part de responsabilité à prendre dans le développement, je ne disais pas encore Développement Humain Durable à l’époque mais au fond c’était déjà ma référence.

Société totalement mythifiée la communauté acadienne ne pouvait évoluer qu’en sortant du légendaire « Grand Dérangement » et de la mélancolique histoire d’Evangéline. D’où la nécessité, pour la société acadienne, de produire une connaissance actuelle sur elle-même, savoir qui était totalement inexistant.

Deuxième conviction : les universitaires ont une responsabilité de produire et de diffuser des connaissances sur le milieu au sein duquel l’université est insérée.

Il y avait bien de la distance entre les enseignements académiques français aux programmes identiques sur tout le territoire national et ce qui était attendu et entendu par mes premiers étudiants.

Il n’était pas possible d’enseigner tranquillement et doctement, en tous les cas les Sciences Sociales, de nombreux étudiants attendaient autre chose : comment sortir de la « grande noirceur », d’un certain étouffement...

Troisième conviction : l’enseignement ne saurait se limiter à ce que l’académie en attend. L’idée que l’Université et l’universitaire avaient une responsabilité d’éveil au monde ne m’a jamais quitté et certains enseignements, ceux qui interrogent, doivent de mon point de vue être présents dans les programmes pour contribuer comme disait Condorcet à desserrer l’esprit, à rendre libre.

l’université acteur du développement
l’universitaire acteur dans la cité
pour des enseignements contributeurs de citoyenneté

Fin du texte